



Comptes consolidés – Au 31 décembre 2012

Sommaire

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2012	3
Compte de résultat consolidé	3
Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	5
Bilan consolidé.....	6
État de variation des capitaux propres	8
Annexe aux comptes consolidés	9
Note 1 Principes comptables	9
Note 2 Évolution du périmètre de consolidation	20
Note 3 Information sectorielle	20
Note 4 Recherche et développement.....	22
Note 5 Dotations aux amortissements	23
Note 6 Autres produits et charges d'exploitation	23
Note 7 Charges de restructuration	23
Note 8 Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions.....	23
Note 9 Autres produits et charges financiers.....	24
Note 10 Impôt sur les sociétés.....	24
Note 11 Écarts d'acquisition	25
Note 12 Immobilisations incorporelles.....	26
Note 13 Immobilisations corporelles	28
Note 14 Participations dans les entreprises associées.....	30
Note 15 Actifs financiers	30
Note 16 Impôts différés par nature.....	31
Note 17 Stocks et en-cours.....	32
Note 18 Clients et créances d'exploitation	32
Note 19 Autres créances et charges constatées d'avance.....	33
Note 20 Trésorerie et équivalents de trésorerie	33
Note 21 Capitaux propres	33
Note 22 Provisions pour retraites et engagements assimilés	41
Note 23 Provisions	47
Note 24 Dettes financières (courantes et non courantes).....	48
Note 25 Autres dettes à long terme.....	50
Note 26 Instruments financiers	50
Note 27 Effectifs	54
Note 28 Opérations avec des parties liées.....	55
Note 29 Engagements et passifs éventuels	55
Note 30 Événements postérieurs à la clôture.....	56
Note 31 Honoraires des Commissaires aux comptes.....	56
Note 32 Liste des sociétés consolidées	57
COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	66
PERSPECTIVES	71
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	72

Comptes consolidés au 31 décembre 2012

Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros sauf le résultat par action)</i>	Note	31/12/2012	31/12/2011*
Chiffre d'affaires	3	23 946	22 345
Coûts des ventes		(14 889)	(13 958)
Marge brute		9 057	8 387
Recherche et développement	4	(507)	(539)
Frais généraux et commerciaux		(5 035)	(4 658)
EBITA ajusté **		3 515	3 190
Autres produits et charges d'exploitation	6	(10)	(8)
Charges de restructuration	7	(164)	(145)
EBITA ***		3 341	3 037
Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions	8	(475)	(226)
Résultat d'exploitation		2 866	2 811
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		36	30
Coût de l'endettement financier brut		(385)	(331)
Coût de la dette financière nette		(349)	(301)
Autres produits et charges financiers	9	(56)	(114)
Résultat financier		(405)	(415)
Résultat avant impôts		2 461	2 396
Impôts sur les sociétés	10	(568)	(547)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		34	28
RESULTAT NET		1 927	1 877
• dont part attribuable aux actionnaires de la société mère		1 840	1 793
• dont actionnaires minoritaires		87	84
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) par action (en euros/action)	21.3	3,39	3,34
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) après dilution (en euros/action)		3,36	3,30

* Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés.

** EBITA ajusté (Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of purchase accounting intangibles).

Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition, avant les autres produits et charges d'exploitation, et avant charges de restructuration.

*** EBITA (Earnings Before Interests, Taxes and Amortization of purchase accounting intangibles).

Résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions et avant perte de valeur des écarts d'acquisition.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Autres éléments du résultat global

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011*
Résultat net	1 927	1 877
Autres éléments du résultat global :		
Écarts de conversion	(220)	159
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	35	(87)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(25)	(60)
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	(318)	(275)
Impôts sur les éléments directement reconnus en capitaux propres	85	129
Total du résultat global reconnu en capitaux propres	(443)	(134)
TOTAL DU RESULTAT GLOBAL POUR LA PERIODE	1 484	1 743
Attribuable :		
• aux actionnaires de la société mère	1 422	1 667
• aux participations ne donnant pas le contrôle	62	76

* Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31/12/2012	31/12/2011*
Résultat net consolidé		1 927	1 877
Perte/(profit) des sociétés mises en équivalence net des dividendes reçus		(34)	(28)
<i>Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :</i>			
Amortissements des immobilisations corporelles	13	394	386
Amortissements des immobilisations incorporelles	12	420	380
Perte de valeur des actifs non courants	5	241	31
Augmentation/(diminution) des provisions	23	(77)	(89)
(Plus) ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés		(16)	12
Différence entre l'impôt payé et la charge d'impôt		(122)	(80)
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie		69	48
Autofinancement d'exploitation		2 802	2 537
Diminution/(augmentation) des créances d'exploitation		(127)	(230)
Diminution/(augmentation) des stocks et travaux en cours		210	(38)
(Diminution)/augmentation des dettes d'exploitation		(5)	(41)
Autres actifs et passifs courants		(79)	24
Variation du besoin en fonds de roulement		(1)	(285)
Total I – Trésorerie provenant des activités d'exploitation		2 801	2 252
Acquisitions d'immobilisations corporelles	13	(472)	(515)
Cessions d'immobilisations corporelles		58	52
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	12	(315)	(297)
Cessions d'immobilisations incorporelles		10	14
Investissement net d'exploitation		(719)	(746)
Investissement financier net	2	(242)	(2 873)
Cession d'actifs financiers	15.1	121	-
Autres opérations financières à long terme		(14)	(54)
Actifs de retraite à long terme		(79)	(64)
Sous-total		(214)	(2 991)
Total II – Trésorerie (affectée aux) produite par des opérations d'investissement		(933)	(3 737)
Émission d'emprunts obligataires	24	601	1 692
Remboursement d'emprunts obligataires	24	-	(500)
Vente/(achat) d'actions propres		-	-
Augmentation/(diminution) des autres dettes financières		(585)	432
Augmentation/(réduction) de capital en numéraire		221	210
Dividendes versés : Schneider Electric SA *		(919)	(856)
Minoritaires		(72)	(69)
Total III – Trésorerie (affectée aux) produite par des opérations de financement		(754)	909
IV - Effet net des conversions :		(51)	(166)
Variation nette de trésorerie : I + II + III + IV		1 063	(742)
Trésorerie nette en début de période		2 554	3 296
Variation de trésorerie		1 063	(742)
TRESORERIE NETTE EN FIN DE PERIODE	20	3 617	2 554

* Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés.
L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Bilan consolidé

Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31/12/2012	31/12/2011*
Actifs non courants :			
Écarts d'acquisition, nets	11	12 904	12 773
Immobilisations incorporelles, nettes	12	4 519	4 704
Immobilisations corporelles, nettes	13	2 622	2 573
<i>Immobilisations corporelles et incorporelles nettes</i>		7 141	7 277
<hr/>			
Participations dans les entreprises associées	14	511	489
<hr/>			
Actifs financiers disponibles à la vente	15.1	213	296
Autres actifs financiers non courants	15.2	108	261
<i>Actifs financiers non courants</i>		321	557
Actifs d'impôt différé	16	1 745	1 468
Total actifs non courants		22 622	22 564
Actifs courants :			
Stocks et en-cours	17	3 090	3 349
Clients et créances d'exploitation	18	5 289	5 402
Autres créances et charges constatées d'avance	19	1 291	1 638
Actif financier courant	15.3	127	104
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20	3 737	2 771
Total actifs courants		13 534	13 264
TOTAL DE L'ACTIF		36 156	35 828

* Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés.
L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	31/12/2012	31/12/2011*
Capitaux propres	21		
Capital social		2 222	2 196
Primes d'émission, de fusion, d'apport		6 885	6 690
Réserves consolidées et autres réserves		7 583	6 819
Réserves de conversion		(48)	148
Total capitaux propres (part attribuable aux actionnaires de la société mère)		16 642	15 853
Actionnaires minoritaires		174	192
Total capitaux propres		16 816	16 045
Provisions non courantes			
Provisions pour retraites et engagements assimilés	22	1 976	1 723
Autres provisions non courantes	23	785	680
Provisions non courantes		2 761	2 403
Dettes non courantes			
Emprunts obligataires	24	5 513	5 540
Dettes financières à plus d'un an	24	893	1 387
Dettes financières non courantes		6 406	6 927
Passifs d'impôt différé	16	1 014	944
Autres dettes à long terme	25	195	235
Total passifs non courants		10 376	10 509
Dettes courantes			
Fournisseurs et dettes d'exploitation		4 190	4 094
Dettes fiscales et sociales		1 827	2 307
Provisions courantes	23	930	960
Autres passifs courants		291	803
Dettes financières courantes	24	1 726	1 110
Total passifs courants		8 964	9 274
TOTAL DU PASSIF		36 156	35 828

* Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés.
L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

État de variation des capitaux propres

<i>(en millions d'euros sauf nombre d'actions)</i>	Nombre d'actions <i>(en milliers)</i>	Capital	Primes d'émission de fusion d'apport	Actions d'auto- contrôle	Réserves consolidées	Différence de conversion	Total attribuable aux actionnaires de la société mère	Part des actionnaires minoritaires	TOTAL
01/01/2011*	271 959	2 176	6 495	(74)	6 189	(19)	14 767	204	14 971
Résultat net de la période*					1 793		1793	84	1 877
Autres éléments du résultat global					(293)	167	(126)	(8)	(134)
<i>Résultat global de la période*</i>					1 500	167	1 667	76	1 743
Division par 2 du nominal des actions	271 959								
Augmentation de capital	3 856	15	162				178		178
Plans de souscription d'actions	1 169	5	33				37		37
Dividendes distribués					(856)		(856)	(69)	(925)
Paiements fondés sur des actions					51		51		51
Autres ⁽¹⁾					9		9	(19)	(10)
31/12/2011*	548 943	2 196	6 690	(74)	6 893	148	15 853	192	16 045
Résultat net de la période					1 840		1 840	87	1 927
Autres éléments du résultat global					(222)	(196)	(418)	(25)	(443)
<i>Résultat global de la période</i>					1 618	(196)	1 422	62	1 484
Augmentation de capital	3 522	14	109				123		123
Plans de souscription d'actions	2 952	12	86				98		98
Dividendes distribués					(919)		(919)	(72)	(991)
Paiements fondés sur des actions					57		57		57
Autres					8		8	(8)	
31/12/2012	555 417	2 222	6 885	(74)	7 657	(48)	16 642	174	16 816

(1) Dont 9 millions d'euros liés au plan d'actionariat salarié et (19) millions d'euros liés à l'ajustement de l'allocation du prix d'acquisition Areva D.

* Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Annexe aux comptes consolidés

Les montants sont exprimés en millions d'euros sauf mention contraire.

L'annexe fait partie intégrante des comptes consolidés.

Les états financiers consolidés du Groupe Schneider Electric pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 ont été arrêtés par le Directoire du 18 février 2013, examinés par le Conseil de Surveillance du 20 février 2013 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 25 avril 2013.

Note 1 Principes comptables

1.1 – Référentiel comptable

Les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2012. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les nouvelles normes et interprétations suivantes applicables sur la période n'ont pas eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 31 décembre 2012 :

- IFRS 7 – *Information à fournir dans le cadre des transferts d'actifs financiers.*

Ces principes appliqués par Schneider Electric au 31 décembre 2012 ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB ; en effet, l'application des amendements et interprétations dont la mise en œuvre est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 dans le référentiel publié par l'IASB mais non encore obligatoire dans le référentiel tel qu'endossé par l'Union Européenne serait sans incidence significative.

Enfin, le Groupe n'a pas appliqué les normes et interprétations suivantes, qui n'ont pas été endossées par l'Union Européenne au 31 décembre 2012 ou dont l'application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2012 :

- Normes endossées :
 - *amendement d'IAS 1 – Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) ;*
 - *IAS 19 Révisée – Avantages au personnel ;*
 - *amendement d'IAS 12 – Recouvrement des actifs sous-jacents ;*
 - *IAS 28 Révisée – Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ;*
 - *amendement d'IAS 32 – Compensation des actifs financiers et des passifs financiers ;*
 - *amendement IFRS 7 – Informations à fournir – compensation des actifs financiers et des passifs financiers ;*
 - *IFRS 10 – États financiers consolidés ;*
 - *IFRS 11 – Partenariats ;*
 - *IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ;*
 - *IFRS 13 – Évaluation à la juste valeur ;*
 - *amendement d'IFRS 1 – Hyperinflation sévère et suppression des dates d'application ferme pour les premiers adoptants ;*
 - *IFRIC 20 – Frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert.*
- Normes non endossées :
 - *IFRS 9 – Instruments financiers ;*
 - *Dispositions transitoires – amendements aux normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 ;*
 - *Entités d'investissements – amendements aux normes IFRS 10, IFRS 12 et IAS 27 ;*
 - *améliorations annuelles 2009-2011 des IFRS (mai 2012) ;*
 - *amendement d'IFRS 1 – Subventions publiques ;*

Le processus de détermination par Schneider Electric des impacts potentiels sur les comptes consolidés du Groupe est en cours. Conformément aux préconisations de la norme IAS19 Révisée en juin 2011, les taux de rendement attendus des actifs à long terme sur l'exercice 2013 seront égaux aux taux d'actualisation à la clôture du 31 décembre 2012. L'estimation de l'impact attendu sur l'exercice 2013 s'élève à 39 millions d'euros en diminution du résultat financier ; par ailleurs, l'impact d'IAS 19 Révisée sur l'effet du passage par

capitaux propres des coûts des services passés, dont l'amortissement était jusqu'alors un produit d'environ 1 million d'euros par an, est de 17 millions d'euros au 1^{er} janvier 2013.

Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur ses comptes consolidés, à l'exception d'IFRS 10 et d'IFRS 11 pour lesquelles les impacts sont en cours d'évaluation, en particulier, sur les entités actuellement consolidées en intégration proportionnelle, et d'IFRS 9, compte tenu des incertitudes pesant sur le processus d'adoption en Europe.

1.2 – Retraitement du compte de résultat, du résultat global, du tableau de flux de trésorerie, du bilan et de la variation des capitaux propres consolidés comparatifs 2011

Une revue spécifique du contrôle interne d'une entité, réalisée en 2012, a mis en évidence une erreur dans les comptes sur la reconnaissance des remises clients. Cette erreur dans les comptes résulte d'irrégularités commises par un ex-employé afin de surévaluer le chiffre d'affaires de l'entité en différant la comptabilisation des remises clients. Comme indiqué dans le compte de résultat ci-dessous, les remises clients comptabilisées en 2011 ont été sous-évaluées (et donc le chiffre d'affaires a été surévalué) de 42 millions d'euros. Au 31 décembre 2011, les créances clients ont été surévaluées de 82 millions d'euros (montant y compris TVA). Conformément à IAS 8, le Groupe a retraité l'information comparative 2011 dans les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Un plan d'actions a été mis en œuvre de manière à renforcer les contrôles préventifs et de détection.

L'effet de ce retraitement sur le compte de résultat 2011 est le suivant :

<i>(en millions d'euros sauf le résultat par action)</i>	31/12/2011 publié	Retraitement	31/12/2011 retraité
Chiffre d'affaires	22 387	(42)	22 345
Marge brute	8 429	(42)	8 387
EBITA ajusté	3 232	(42)	3 190
EBITA	3 079	(42)	3 037
Résultat d'exploitation	2 853	(42)	2 811
Résultat financier	(415)		(415)
Résultat avant impôts	2 438	(42)	2 396
Impôts sur les sociétés	(562)	15	(547)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	28		28
RESULTAT NET	1 904	(27)	1 877
• dont part attribuable aux actionnaires de la société mère	1 820	(27)	1 793
• dont actionnaires minoritaires	84		84
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) par action (en euros/action)	3,39		3,34
Résultat net (part attribuable aux actionnaires de la société mère) après dilution (en euros/action)	3,35		3,30

L'effet de ce retraitement sur le résultat global 2011 est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011 publié	Retraitement	31/12/2011 retraité
Résultat net	1 904	(27)	1 877
Autres éléments du résultat global :			
Total du résultat global reconnu en capitaux propres	(134)		(134)
TOTAL DU RESULTAT GLOBAL POUR LA PERIODE	1 770	(27)	1 743
Attribuable :			
• aux actionnaires de la société mère	1 694	(27)	1 667
• aux participations ne donnant pas le contrôle	76		76

L'effet de ce retraitement sur le tableau de trésorerie 2011 est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011 publié	Retraitement	31/12/2011 retraité
Résultat net consolidé	1 904	(27)	1 877
Perte/(profit) des sociétés mises en équivalence net des dividendes reçus	(28)		(28)
<i>Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :</i>			
Amortissements des immobilisations corporelles	386		386
Amortissements des immobilisations incorporelles	380		380
Perte de valeur des actifs non courants	31		31
Augmentation/(diminution) des provisions	(89)		(89)
(Plus) ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	12		12
Différence entre l'impôt payé et la charge d'impôt	(65)	(15)	(80)
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	48		48
Autofinancement d'exploitation	2 579	(42)	2 537
Diminution/(augmentation) des créances d'exploitation	(280)	50	(230)
Diminution/(augmentation) des stocks et travaux en cours	(38)		(38)
(Diminution)/augmentation des dettes d'exploitation	(41)		(41)
Autres actifs et passifs courants	32	(8)	24
Variation du besoin en fonds de roulement	(327)	42	(285)
Total I – Trésorerie provenant des activités d'exploitation	2 252	-	2 252
Total II – Trésorerie (affectée aux) produite par des opérations d'investissement	(3 737)		(3 737)
Total III – Trésorerie (affectée aux) produite par des opérations de financement	909		909
IV - Effet net des conversions :	(166)		(166)
Variation nette de trésorerie : I + II + III + IV	(742)	-	(742)
Trésorerie nette en début de période	3 296		3 296
Variation de trésorerie	(742)		(742)
TRESORERIE NETTE EN FIN DE PERIODE	2 554		2 554

L'effet de ce retraitement sur le bilan 2011 est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011 publié	Retraitement	31/12/2011 retraité
Actifs non courants :			
Ecart d'acquisition, nets	12 773		12 773
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes	7 277		7 277
Participations dans les entreprises associées	489		489
<i>Actifs financiers non courants</i>	557		557
Actifs d'impôt différé	1 444	24	1 468
Total actifs non courants	22 540	24	22 564
Actifs courants :			
Stocks et en-cours	3 349		3 349
Clients et créances d'exploitation	5 484	(82)	5 402
Autres créances et charges constatées d'avance	1 638		1 638
Actif financier courant	104		104
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 771		2 771
Total actifs courants	13 346	(82)	13 264
TOTAL DE L'ACTIF	35 886	(58)	35 828

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2011 publié	Retraitement	31/12/2011 retraité
Capitaux propres			
Capital social	2 196		2 196
Primes d'émission, de fusion, d'apport	6 690		6 690
Réserves consolidées et autres réserves	6 864	(45)	6 819
Réserves de conversion	148		148
Total capitaux propres (part attribuable aux actionnaires de la société mère)	15 898	(45)	15 853
Actionnaires minoritaires	192		192
Total capitaux propres	16 090	(45)	16 045
Total passifs non courants	10 509		10 509
Dettes courantes			
Fournisseurs et dettes d'exploitation	4 094		4 094
Dettes fiscales et sociales	2 320	(13)	2 307
Provisions courantes	960		960
Autres passifs courants	803		803
Dettes financières courantes	1 110		1 110
Total passifs courants	9 287	(13)	9 274
TOTAL DU PASSIF	35 886	(58)	35 828

L'effet de ce retraitement sur les capitaux propres au 31 décembre 2011 est le suivant :

<i>(en millions d'euros sauf nombre d'actions)</i>	Nombre d'actions (en milliers)	Capital	Primes d'émission de fusion d'apport	Actions d'auto- contrôle	Réserves consolidées	Différence de conversion	Total attribuable aux actionnaires de la société mère	Part des actionnaires minoritaires	TOTAL
31/12/2011 publié	548 943	2 196	6 690	(74)	6 938	148	15 898	192	16 090
Retraitement					(45)		(45)		(45)
31/12/2011 retraité	548 943	2 196	6 690	(74)	6 893	148	15 853	192	16 045

1.3 – Bases d'évaluation

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les valeurs comptables des actifs et passifs couverts en application de couvertures de juste valeur, pour la part correspondant au risque couvert, sont évaluées à la juste valeur.

1.4 – Utilisation d'estimations et hypothèses

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles (note 1.11) et l'évaluation de la perte de valeur sur goodwill (note 8) ;
- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs financiers non-courants (note 1.12 et note 15) ;
- la valeur de réalisation des stocks et travaux en-cours (note 1.13) ;
- la valeur recouvrable des créances d'exploitation (note 1.14) ;
- l'évaluation des paiements fondés sur des actions (note 1.20) ;
- l'estimation des provisions pour risques et charges, et en particulier les provisions pour garantie (note 1.21) ;
- l'évaluation des engagements de retraite (note 22).

1.5 – Principes de consolidation

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif s'entend comme un contrôle exercé par tout moyen, tel que la détention d'un intérêt majoritaire en droits de vote, la détention d'intérêts minoritaires significatifs, ou des contrats ou accords avec les autres actionnaires.

Les participations dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires, telles que sociétés en participation et accords de coopération, sont consolidées par intégration proportionnelle conformément au traitement de référence prévu par la norme IAS 31 – *Participations dans les coentreprises*.

Les participations sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont comptabilisées en appliquant la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée établie lorsque le Groupe détient plus de 20 % des droits de vote.

Les acquisitions ou cessions de sociétés intervenues en cours d'exercice sont prises en compte dans les états financiers consolidés à partir de la date de prise ou jusqu'à la date de perte du contrôle effectif.

Les opérations et soldes intragroupe sont éliminés.

La liste des principales filiales et participations consolidées est présentée en note 32.

La consolidation est réalisée à partir de comptes clos au 31 décembre de l'exercice, à l'exception de certaines sociétés mises en équivalence. Toutefois pour ces dernières, les comptes incorporés sont arrêtés au 30 septembre de l'exercice (décalage maximal de trois mois, en conformité avec les règles du référentiel).

1.6 – Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 – *Regroupements d'entreprises*. Conformément à l'option prévue par la norme IFRS 1 – *Première Adoption des IFRS*, les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités. Les coûts d'acquisition significatifs sont présentés dans la ligne "Autres produits et charges" du compte de résultat.

Les actifs, passifs, et passifs éventuels de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, valeur qui peut être ajustée jusqu'au terme d'une période d'évaluation pouvant atteindre 12 mois suivant la date d'acquisition.

La différence existant entre le coût d'acquisition hors frais d'acquisition et la part du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs identifiés acquis, l'écart est immédiatement reconnu en résultat.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et sont soumis à des tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an (note 1.11 ci-dessous). Le cas échéant, les pertes de valeur sont comptabilisées dans le poste Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions.

1.7 – Conversion des états financiers des filiales étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro.

Les états financiers des filiales utilisant une monnaie fonctionnelle différente sont convertis en euros en utilisant :

- le cours officiel à la date de clôture pour les actifs et passifs ;
- le cours moyen de l'exercice pour les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie.

Les différences de conversion résultant de l'application de ces cours sont enregistrées dans le poste Réserves de conversion dans les capitaux propres consolidés. Conformément à la norme IFRS 1 – *Première Adoption des IFRS*, les écarts de conversion cumulés au 1^{er} janvier 2004 ont été mis à zéro par la contrepartie des réserves consolidées sans impact sur les capitaux propres totaux.

1.8 – Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont enregistrées en utilisant les taux de change applicables à la date d'enregistrement des transactions ou le cours de couverture. À la clôture, les montants à payer ou à recevoir libellés en monnaies étrangères sont convertis en devise fonctionnelle au taux de change de clôture ou au taux de couverture. Les différences de conversion relatives aux transactions en devises étrangères sont enregistrées dans le résultat financier. Le traitement des couvertures de change est précisé en note 1.22.

1.9 – Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles acquises séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique. Elles sont ensuite évaluées selon le modèle du coût, qui constitue le traitement de référence de la norme IAS 38 – *Immobilisations incorporelles*.

Les actifs incorporels (principalement des marques et des listes clients) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur à la date du regroupement, déterminée sur la base d'évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres, et qui constituent leur coût historique d'entrée en consolidation. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Leur valeur fait l'objet d'un suivi régulier afin de s'assurer qu'aucune perte de valeur ne doit être comptabilisée.

Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales et réglementaires. La valeur des immobilisations incorporelles amorties est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

L'amortissement et les pertes de valeur des incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont présentés sur une ligne spécifique du compte de résultat "Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions".

Marques

Les marques acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises ne sont pas amorties lorsque leur durée de vie présente un caractère indéterminé.

Les critères qui permettent de fixer le caractère indéterminé ou non de la durée de vie de ces marques et, le cas échéant, leur durée de vie sont les suivants :

- notoriété de la marque ;
- pérennité de la marque en fonction de la stratégie d'intégration de la marque acquise au portefeuille de marques du Groupe.

La valeur des marques non amorties est testée au minimum une fois par an et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée.

Immobilisations incorporelles générées en interne

Dépenses de recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charge au moment où elles sont encourues.

Le Groupe a mis en place à compter de 2004 les systèmes nécessaires pour permettre le suivi et la capitalisation au bilan des coûts de développement. En conséquence, seuls les projets relatifs au développement de nouveaux produits lancés à partir de 2004 sont capitalisés.

Les dépenses de développement de nouveaux projets sont immobilisées dès lors que les critères suivants sont strictement respectés :

- le projet est nettement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée et le Groupe a l'intention et la capacité financière de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet ;
- le Groupe alloue les ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement ;
- il est probable que le projet développé générera des avantages économiques futurs qui bénéficieront au Groupe.

Les frais de développement ne répondant pas à ces critères sont enregistrés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les projets de développement capitalisés sont amortis sur la durée de vie de la technologie sous-jacente, comprise généralement entre 3 et 10 ans. L'amortissement des projets ainsi capitalisés est incorporé au prix de revient des produits correspondants et enregistré en coûts des ventes lorsque les produits sont vendus.

Mise en place de progiciels

Les coûts (internes et externes) se rapportant à la mise en place de progiciels de type ERP (progiciels intégrés) sont immobilisés dès lors qu'ils se rapportent à la phase de programmation, de codification et de tests. Ils sont amortis sur la période d'usage de tels progiciels. L'amortissement du progiciel SAP bridge en cours de déploiement dans le Groupe se fait, conformément au paragraphe 98 de la norme IAS 38, sur la base du rythme de consommation des avantages économiques futurs attendus représentatifs de l'actif, à savoir le mode des unités de production. Ces unités de production sont égales au nombre d'utilisateurs de la solution déployés par rapport au nombre d'utilisateurs cibles à la fin du déploiement.

1.10 – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de terrains, constructions et matériels de production et sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur, selon le traitement de référence de la norme IAS 16 – *Immobilisations corporelles*.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent les immobilisations. Ces durées correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

Constructions :	20 à 40 ans
Installations techniques, matériels et outillages :	3 à 10 ans
Autres :	3 à 12 ans

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles directement rattachées à l'activité (lignes de production par exemple) tiennent compte des cycles de vie estimés des produits.

Les durées d'utilité des immobilisations corporelles sont revues périodiquement, et peuvent être modifiées prospectivement selon les circonstances.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle des immobilisations dans le calcul des amortissements lorsque cette valeur résiduelle est jugée significative.

Les amortissements sont comptabilisés en charge de l'exercice ou sont incorporés au coût de production des stocks ou au prix de revient des immobilisations incorporelles générées en interne. Ils sont donc comptabilisés au compte de résultat en coût des ventes, en coût de recherche et développement ou en frais généraux et commerciaux selon les cas.

Les immobilisations corporelles font l'objet de tests de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Le cas échéant, une dépréciation complémentaire est comptabilisée au compte de résultat dans la rubrique Autres produits et charges d'exploitation.

Contrats de location

Les biens utilisés dans le cadre de contrats de location sont immobilisés, en contrepartie d'une dette financière, lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

Les contrats de location dans lesquels les risques et avantages ne sont pas transférés au Groupe sont classés en location simple. Les paiements au titre des locations simples sont comptabilisés en charge de façon linéaire sur la durée du contrat.

Coûts d'emprunt

Depuis le 1^{er} janvier 2009 (date de la première application de la version révisée d'IAS 23 – *Coûts d'emprunt*), les coûts d'emprunt encourus pendant la période de construction et d'acquisition d'un actif qualifié au sens de la norme sont capitalisés dans les coûts de cet actif s'il est probable que l'actif générera des avantages économiques futurs et si ces coûts peuvent être estimés de façon fiable. Sinon, ils sont comptabilisés en charges de la période. Jusqu'en 2008, ces coûts étaient systématiquement passés en charges lorsqu'ils étaient encourus.

1.11 – Dépréciations d'actifs

Le Groupe procède, conformément à la norme IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*, à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs long terme selon le processus suivant :

- pour les actifs corporels et incorporels amortis, le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur sur ces immobilisations. Ces indices sont identifiés par rapport à des critères externes ou internes. Le cas échéant, un test de dépréciation est réalisé en comparant la valeur nette comptable à la valeur recouvrable qui correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes : prix de vente diminué du coût de cession ou valeur d'utilité ;
- pour les actifs incorporels non amortis et les écarts d'acquisition, un test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an, et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs qui seront générés par les actifs testés. Ces flux de trésorerie futurs résultent des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe, traduites dans des projections n'excédant généralement pas 5 ans, puis extrapolées sur la base d'un taux de croissance à l'infini. L'actualisation est réalisée à un taux correspondant au coût moyen pondéré du capital (CMPC) du Groupe à la date d'évaluation affecté d'une prime de risque en fonction de la zone géographique considérée. Le CMPC est de 7,7 % au 31 décembre 2012, en légère diminution par rapport au taux du 31 décembre 2011 (8,1 %). Il a été déterminé à partir d'un taux d'intérêt long terme de 3,4 % correspondant à la moyenne des OAT échéance 10 ans des dernières années, d'une prime correspondant à la moyenne de celles constatées sur les financements obtenus par le Groupe sur le dernier trimestre 2012, ainsi que sur des risques géographiques correspondant aux risques pays pondérés de l'activité du Groupe dans ces pays.

Le taux de croissance à l'infini est égal à 2 % et n'a pas évolué par rapport à l'exercice précédent.

Les tests de dépréciation sont réalisés au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles ces actifs peuvent être affectés. L'UGT est le plus petit groupe d'actifs qui inclut l'actif testé et qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Les unités génératrices de trésorerie, en 2012 comme en 2011, sont *Power, Infrastructure, Industry, IT, Buildings et CST*. Les actifs ont été alloués aux UGT au niveau le plus fin en fonction des activités auxquelles ils appartiennent ; les actifs appartenant à plusieurs activités ont été alloués à chaque activité (*Power, Infrastructure et Industry* principalement) au prorata de leur chiffre d'affaires.

Le CMPC utilisé pour déterminer la valeur d'utilité de chaque UGT est de 7,8 % pour *CST*, 8,6 % pour *Industry*, 8,5% pour *Power* et *IT*, 8,0 % pour *Buildings* et 8,7 % pour *Infrastructure*.

Les écarts d'acquisition sont affectés au moment de leur première comptabilisation. L'affectation aux UGT est cohérente avec la manière dont le management du Groupe suit la performance des opérations et apprécie les synergies liées aux acquisitions.

Une perte de valeur est comptabilisée dès lors que la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable à hauteur de l'excédent de sa valeur comptable par rapport à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la valeur de réalisation nette de frais. Lorsque l'UGT testée comporte un écart d'acquisition, la dépréciation lui est affectée prioritairement.

1.12 – Actifs financiers non courants

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Ils sont initialement enregistrés au coût d'acquisition, puis évalués ultérieurement à leur juste valeur, lorsque celle-ci peut être déterminée de façon fiable.

Pour les titres cotés sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée de façon fiable et correspond au cours de bourse à la date de clôture (Niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs IFRS7).

Lorsque la juste valeur ne peut être fondée sur des données de marché observables, les titres sont maintenus à leur coût net des dépréciations éventuelles. Dans ce cas, la valeur recouvrable est déterminée en fonction de la part du Groupe dans l'actif net, la rentabilité future attendue et les perspectives de développement de l'entité représentative de l'investissement. Cette règle est notamment appliquée pour les titres non cotés.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées en autres éléments du résultat global au sein de l'état du résultat global et, au bilan, dans une rubrique séparée des capitaux propres (autres réserves) jusqu'à la cession effective des titres, date à laquelle elles sont

recyclées en résultat. Par ailleurs, lorsqu'une perte de valeur identifiée est considérée comme significative ou durable au regard des circonstances, celle-ci est comptabilisée en résultat financier.

Les prêts, présentés en autres actifs financiers non courants, sont comptabilisés au coût amorti et font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Les créances financières à long terme sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est jugé significatif.

1.13 – Stocks et travaux en cours

Les stocks et travaux en cours sont évalués au plus bas de leur coût d'entrée (coût d'acquisition ou coût de production généralement déterminé selon la méthode du prix moyen pondéré) ou de leur valeur de réalisation nette estimée.

La valeur nette de réalisation est égale au prix de vente estimé net des coûts restant à encourir pour l'achèvement des produits et/ou la réalisation de la vente.

Les pertes de valeur des stocks sont comptabilisées en coût des ventes.

Le coût des travaux en cours, produits finis et semi-finis, comprend les coûts des matières et de la main-d'œuvre directe, les coûts de sous-traitance, l'ensemble des frais généraux de production sur la base de la capacité normale de production et la part des coûts de recherche et développement rattachable au processus de production (correspondant à l'amortissement des projets capitalisés mis en production et aux dépenses de maintenance des produits et des gammes).

1.14 – Clients et créances d'exploitation

Les dépréciations des créances douteuses sont enregistrées lorsqu'il devient probable que la créance ne sera pas encaissée et qu'il est possible d'estimer raisonnablement le montant de la perte. L'identification des créances douteuses ainsi que le montant des dépréciations correspondantes est fondée sur l'expérience historique des pertes définitives sur créances, l'analyse par ancienneté des comptes à recevoir et une estimation détaillée de comptes à recevoir spécifiques ainsi que des risques de crédit qui s'y rapportent. Lorsque la certitude est acquise qu'une créance douteuse ne sera pas récupérée, ladite créance et sa dépréciation sont annulées par le compte de résultat.

Les créances sont comptabilisées pour leur montant actualisé lorsque leur échéance de règlement est supérieure à un an et que les effets de l'actualisation sont significatifs.

1.15 – Immobilisations destinées à la vente

Les immobilisations destinées à la vente ne sont plus amorties et sont présentées distinctement au bilan, sur la ligne immobilisations destinées à la vente pour une valeur égale au plus faible montant entre leur coût amorti et leur valeur nette de réalisation.

1.16 – Impôts différés

Les impôts différés correspondant aux différences temporelles existant entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en appliquant la méthode du report variable. Les actifs d'impôt différé sont reconnus quand leur réalisation future apparaît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires (y compris les montants reportables de manière illimitée) ne sont reconnus que lorsque leur réalisation peut être raisonnablement anticipée.

Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés, et sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité fiscale et qu'ils ont des échéances de renversement identiques.

1.17 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés au bilan comportent les montants en caisse, les comptes bancaires, les dépôts à terme de trois mois au plus ainsi que les titres négociables sur des marchés organisés. Les titres négociables sont constitués d'instruments très liquides détenus dans le cadre d'une gestion à court terme et facilement convertibles en un montant connu de trésorerie dès la réalisation du placement. Il s'agit notamment de billets de trésorerie, fonds communs de placement ou équivalents. Compte tenu de la nature et des maturités de ces instruments, le risque de variation de valeur est négligeable et ces instruments sont présentés en équivalents de trésorerie.

1.18 – Actions propres

Les actions Schneider Electric SA détenues par la société mère ou par des sociétés intégrées sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition en réduction des capitaux propres et sont maintenues à leur coût d'acquisition jusqu'à leur cession.

Les gains (pertes) découlant de la cession des actions propres sont ajoutés (déduites) des réserves consolidées pour leurs montants nets des effets d'impôt.

1.19 – Engagements de retraite et autres avantages du personnel

Sur la base des législations et pratiques nationales, les filiales du Groupe peuvent avoir des engagements dans le domaine des plans de retraites et des indemnités de fin de carrière ainsi que d'autres avantages à long terme. Les montants payés au titre de ces engagements sont conditionnés par des éléments tels que l'ancienneté, les niveaux de revenus et les contributions aux régimes de retraites obligatoires.

Régimes à cotisations définies

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges opérationnelles les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues. N'étant pas engagé au-delà de ces cotisations, aucune provision n'est comptabilisée au titre de ces régimes.

Le Groupe participe dans la plupart des pays aux régimes généraux et obligatoires. Ces régimes sont comptabilisés comme des régimes à cotisations définies.

Régimes de retraite à prestations définies

Pour l'évaluation de ses régimes à prestations définies, le Groupe utilise la méthode des unités de crédit projetées.

La charge au compte de résultat est répartie entre le résultat opérationnel (pour les coûts des services rendus au cours de la période) et le résultat financier (pour les coûts financiers et les rendements attendus des actifs du régime).

Le montant comptabilisé au bilan correspond au montant actualisé de l'obligation, diminué du coût des services passés non comptabilisés, et net des actifs du régime.

Lorsque ce montant est un actif, l'actif reconnu est limité à la valeur actualisée de tout avantage économique à recevoir sous forme de remboursements du régime ou de diminutions des cotisations futures au régime.

Les changements liés aux modifications périodiques des hypothèses actuarielles relevant de la situation financière, économique générale ou aux conditions démographiques (changement dans le taux d'actualisation, augmentations annuelles des salaires, rendement des actifs, durée d'activité, etc.) ainsi que les écarts d'expérience sont reconnus immédiatement au bilan par la contrepartie d'une rubrique séparée des capitaux propres, autres réserves. Ils sont présentés en autres éléments du résultat global au sein de l'état du résultat global.

Autres engagements sociaux

Des provisions sont enregistrées et des charges reconnues pour la couverture de frais médicaux engagés pour certains retraités du Groupe, en Europe et aux États-Unis. Les principes de comptabilisation des régimes de couverture des frais médicaux pour les retraités sont similaires aux principes appliqués pour les régimes de retraite à prestations définies.

Par ailleurs, le Groupe provisionne, pour l'ensemble de ses filiales, les engagements au titre des avantages liés à l'ancienneté (principalement médailles du travail pour les filiales françaises). Pour ces avantages, les écarts actuariels sont reconnus intégralement par résultat.

1.20 – Paiements fondés sur des actions

Le Groupe accorde différents types de paiements fondés sur des actions à ses dirigeants et à certains de ses salariés :

- plans d'option d'achat et de souscription d'actions Schneider Electric SA ;
- actions gratuites ;
- avantages dont la valeur est basée sur le cours de l'action Schneider Electric SA ("*stock appreciation rights*").

Seuls les plans mis en place après le 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1^{er} janvier 2005 sont concernés par l'application de la norme IFRS 2 – *Paiements fondés sur des actions*.

Conformément aux dispositions de cette norme, ces plans font l'objet d'une valorisation à la date d'attribution et d'une comptabilisation en charge de personnel, enregistrée linéairement sur la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires, en général trois ou quatre ans selon les pays d'attribution.

Pour valoriser les plans, le Groupe utilise le modèle binomial de Cox, Ross, Rubinstein.

La contrepartie de cette charge est enregistrée en réserves d'actions propres dans le cas des actions gratuites et des plans d'option d'achat ou de souscription. Dans le cas des "*stock appreciation rights*", la contrepartie de la charge est une dette correspondant à l'avantage accordé et réévaluée à chaque clôture.

Au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, Schneider Electric a proposé à ses salariés de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours préférentiel (note 21.5).

1.21 – Provisions pour risques et charges

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation vis-à-vis d'un tiers antérieure à la date de clôture, lorsque la perte ou le passif est probable et peut être raisonnablement évalué. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable ni mesurable de façon fiable, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements. Les provisions sont estimées au cas par cas ou sur des bases statistiques et actualisées lorsque leur échéance est supérieure à un an. Le taux d'actualisation utilisé au 31 décembre 2012 pour les provisions long terme est de 2,05 % (3,42 % au 31 décembre 2011).

Les provisions sont notamment destinées à couvrir :

- les risques économiques ;

Ces provisions couvrent des risques fiscaux identifiés au cours de revues fiscales réalisées localement par les administrations fiscales et des risques financiers pour la plupart correspondant à des garanties données à des tiers sur certains actifs et passifs.

- les risques commerciaux :

Ces provisions sont essentiellement constituées pour couvrir les risques relatifs aux produits vendus à des tiers. Ce risque réside dans les plaintes individuelles sur de prétendus défauts des produits et l'appel en responsabilité correspondant ;

- les risques sur produits :

Ces provisions sont constituées :

- des provisions statistiques pour garantie : le Groupe provisionne sur une base statistique l'ensemble des garanties données sur la vente de produits Schneider Electric au-delà des risques couverts par les assurances,
- des provisions pour litiges sur des produits défectueux et des provisions destinées à couvrir des campagnes de remplacement sur des produits clairement identifiés ;

- les risques environnementaux :

ces provisions sont essentiellement destinées à couvrir les coûts des opérations de dépollution ;

- les coûts de restructuration, dès lors que la restructuration a fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution avant la date de clôture.

1.22 – Passifs financiers

Les passifs financiers sont principalement constitués d'emprunts obligataires et de dettes financières courantes et non courantes auprès d'établissements de crédit. Ces passifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, de laquelle sont déduits le cas échéant des coûts de transaction directement rattachables. Ils sont ensuite évalués au coût amorti, sur la base de leur taux d'intérêt effectif.

1.23 – Instruments financiers et dérivés

Le Groupe centralise la gestion de la couverture de ses risques et utilise des instruments financiers dérivés uniquement pour gérer et couvrir opérationnellement les variations de taux de change, de taux d'intérêts ou de prix de certaines matières premières. Ainsi, le Groupe utilise des contrats tels que des contrats de "swaps", des contrats d'options ou des contrats à terme fermes selon la nature des risques à couvrir.

Couvertures de change

Le Groupe souscrit périodiquement des dérivés de change pour couvrir le risque de change associé à des opérations libellées en devises étrangères. Une partie des couvertures a comme élément sous-jacent les créances et dettes opérationnelles enregistrées au bilan des sociétés du Groupe. Le Groupe n'applique pas la comptabilité de couverture sur ces instruments puisque l'effet de la couverture est traduit mécaniquement en comptabilité. En effet, à la clôture, les dérivés de couverture sont réévalués à leur juste valeur (*mark to market*) et les gains et pertes sont constatés en résultat financier, où ils sont compensés par les gains ou pertes de change découlant de la conversion au taux de clôture de l'exercice des créances et dettes opérationnelles libellées en devises étrangères, conformément aux dispositions de la norme IAS 21 – *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*.

Le Groupe peut également effectuer des opérations de couverture de flux prévisionnels qu'il s'agisse de flux d'exploitation récurrents, de prêts en devises intragroupe ou d'opérations d'acquisition ou de cession de participations. En application de la norme IAS 39, ces couvertures de flux prévisionnels sont traitées comme des couvertures de flux de trésorerie futurs (*Cash Flow Hedge*). À la clôture, les instruments de couverture correspondant à ces couvertures sont enregistrés au bilan à leur juste valeur. La part efficace des couvertures est enregistrée dans une rubrique distincte des capitaux propres (autres réserves) puis recyclée en résultat lorsque l'élément couvert affecte lui-même le compte de résultat. La part inefficace des couvertures est immédiatement comptabilisée en résultat financier.

Par ailleurs, certaines créances ou prêts à long terme accordés aux filiales constituent un investissement net à l'étranger au sens d'IAS 21 – *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*. En application des règles relatives aux couvertures d'investissement net, l'effet des variations de change relatives à ces éléments est comptabilisé en capitaux propres et recyclé en résultat lors de la cession de l'investissement.

Couvertures de taux

Des contrats de "swaps" de taux d'intérêts permettent de gérer l'exposition du Groupe au risque de taux. Les instruments dérivés utilisés sont économiquement adossés aux échéances, aux taux et aux devises des emprunts couverts. Ces contrats impliquent l'échange de taux fixes et variables. Le différentiel d'intérêts est comptabilisé en charges ou produits financiers par contrepartie de comptes d'intérêts à recevoir ou à payer le cas échéant. Pour ces instruments de taux, le Groupe applique la comptabilité de couverture selon IAS 39 et les impacts d'évaluation à la juste valeur sont comptabilisés en capitaux propres ou en résultat selon qu'il s'agit de couverture de flux de trésorerie futurs (*Cash Flow Hedge*) ou de juste valeur (*Fair Value Hedge*).

Couvertures d'achat de matières premières

Par ailleurs, le Groupe souscrit des contrats d'achat à terme, des contrats d'échanges et options destinés à couvrir le cours des matières premières pour tout ou partie des achats prévisionnels futurs de matières premières. Selon IAS 39, ces couvertures sont qualifiées de couvertures de flux de trésorerie futurs. À la clôture, ces instruments sont enregistrés au bilan à leur juste valeur (*mark to market*). La part efficace des couvertures est enregistrée dans une rubrique distincte des capitaux propres (autres réserves), puis recyclée en résultat (marge brute) lorsque le sous-jacent couvert affecte le résultat consolidé. Les effets de ces couvertures sont alors incorporés dans le prix de revient des produits vendus. La part inefficace des couvertures est immédiatement comptabilisée en résultat financier.

Les flux de trésorerie découlant des instruments financiers sont traités dans le tableau de flux de trésorerie consolidé sur le même plan que les opérations auxquelles ils se rattachent.

Engagements de rachat d'actionnaires minoritaires

Conformément à la recommandation de l'AMF de novembre 2009 et en l'absence de disposition prescriptive dans le référentiel IFRS, le Groupe a pris l'option de maintenir le traitement comptable des engagements de rachats de minoritaires appliqué jusqu'au 31 décembre 2009 (s'agissant des *puts* sur minoritaires antérieurs à cette date, émis à l'occasion de regroupements d'entreprises). En l'espèce, le Groupe a opté pour la comptabilisation en écart d'acquisition de l'écart entre le prix de rachat des intérêts minoritaires et la quote-part de situation nette acquise, sans procéder à la réévaluation des actifs et passifs acquis. Les variations ultérieures de valeur de la dette sont comptabilisées en contrepartie de l'écart d'acquisition.

Le Groupe a opté depuis 2011 pour la comptabilisation des variations ultérieures de valeur des engagements de rachat d'actionnaires minoritaires en contre-partie de la situation nette.

1.24 – Reconnaissance des revenus

Les revenus du Groupe sont principalement constitués des ventes de marchandises, des prestations de service et des revenus des activités d'affaires (contrats).

Ventes de marchandises

Les ventes sont enregistrées lors du transfert des risques et avantages (généralement FOB point d'embarquement).

Les remises accordées aux distributeurs sont provisionnées dès la vente au distributeur et présentées en déduction du chiffre d'affaires.

Certaines filiales du Groupe peuvent aussi attribuer des escomptes financiers. Ces escomptes et rabais sont enregistrés en diminution des ventes.

Le chiffre d'affaires consolidé est présenté net de l'ensemble de ces rabais et escomptes.

Prestations de services

Les revenus des prestations de services sont enregistrés sur la durée et selon les modalités du contrat. Les revenus liés aux prestations de services sont reconnus lorsque le résultat de la transaction peut être déterminé de façon fiable, et en fonction de l'avancement de la prestation rendue par le Groupe.

Contrats à long terme

Les revenus des contrats à long terme sont comptabilisés en utilisant la méthode du pourcentage d'avancement, déterminé soit en pourcentage des coûts encourus par rapport aux coûts totaux estimés à terminaison, soit selon les étapes techniques définies au contrat et, en particulier, les phases essentielles de performance (preuve de l'installation ou livraison des équipements). Lorsque les contrats comportent des clauses de performance en faveur du Groupe, celles-ci sont reconnues à l'avancement du contrat et provisionnées si les objectifs ne sont pas atteints.

Pour tous les contrats à long terme, les pertes à terminaison probables sont provisionnées. La valeur des travaux en cours comporte les coûts directs et indirects liés à l'exécution des contrats.

1.25 – Résultat par action

Le résultat par action est calculé conformément à la norme IAS 33 – *Résultat par Action*.

Le résultat net par action dilué est calculé en ajustant le résultat net part du Groupe et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de l'effet dilutif de l'exercice des plans d'options de souscription ouverts à la date de clôture. La dilution rattachée aux options est déterminée selon la méthode du rachat d'actions (nombre théorique d'actions rachetées au prix du marché (prix moyen de l'année) à partir des fonds recueillis lors de l'exercice des options).

1.26 – Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie consolidés est préparé en utilisant la méthode indirecte : celle-ci présente l'état de rapprochement du résultat net avec la trésorerie nette générée par les opérations de l'exercice. La trésorerie à l'ouverture et à la clôture inclut la trésorerie et les équivalents de trésorerie, constitués d'instruments de placement (note 1.17), sous déduction des découverts et encours bancaires.

Note 2 Évolution du périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe, établis au 31 décembre 2012, regroupent les comptes des sociétés dont la liste est donnée en note 32. Le périmètre de consolidation retenu au 31 décembre 2012 peut se résumer de la façon suivante :

Nombre de sociétés actives	31/12/2012	31/12/2011
Société mère et sociétés consolidées par intégration globale	582	590
Sociétés consolidées par intégration proportionnelle	3	1
Sociétés consolidées par mise en équivalence	6	5
TOTAL	591	596

2.1 – Suivi des acquisitions de 2011

En application de la norme IFRS 3 révisée, Schneider Electric a valorisé les actifs acquis et les passifs assumés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'allocation définitive du prix d'acquisition de Summit Energy (14 avril 2011), de DIGILINK (13 mai 2011), de Luminous (1er juin 2011), de Steck (20 juillet 2011), de Telvent (31 août 2011) et de Leader & Harvest (11 octobre 2011) a conduit à reconnaître principalement des immobilisations incorporelles pour 406 millions d'euros (technologie, marge en carnet de commandes et en-cours associés, relations clientèles) ainsi qu'à des réévaluations d'immobilisations corporelles pour 7 millions d'euros ; ces actifs ont été évalués par des experts indépendants. Des dépréciations d'actifs, des passifs éventuels et des actifs compensatoires ont été comptabilisés respectivement pour un montant total de 290 millions d'euros, 146 millions d'euros et 2 millions d'euros.

Les données comparatives 2011 n'ont pas nécessité une modification en 2012 car les impacts liés au changement de juste valeur des actifs reconnus dans le cadre de l'acquisition étaient non significatifs à l'échelle du Groupe Schneider au bilan et également en compte de résultat.

2.2 – Acquisitions de l'exercice

L'impact des acquisitions de l'exercice sur la trésorerie s'élève à 249 millions d'euros, net de la trésorerie acquise.

	31/12/2012	31/12/2011
Acquisitions	(249)	(2 873)
Trésorerie décaissée	(268)	(2 953)
Trésorerie acquise/(cédée)	19	80
Cessions	7	6
Autres opérations	0	(6)
INVESTISSEMENT FINANCIER NET	(242)	(2 873)

Il s'agit principalement de l'acquisition de M&C Energy Group le 12 juin 2012.

L'allocation provisoire du prix d'acquisition de M&C Energy Group a conduit à reconnaître principalement des immobilisations incorporelles pour 19 millions d'euros (relations clientèles).

Au 31 décembre 2012, les principaux éléments de calcul provisoires étaient :

- les passifs éventuels, car le recensement des risques n'était pas achevé lors de la clôture des comptes au 31 décembre 2012 ;
- les actifs corporels, car l'estimation à la juste valeur de ces actifs était en cours ;
- les actifs incorporels, car les hypothèses retenues seront affinées en 2013.

Note 3 Information sectorielle

Le Groupe est organisé en 5 activités (Power, Infrastructure, Industry, IT, Buildings). Les cinq activités sont les suivantes :

- l'activité **Power** comprend les activités Basse Tension (distribution électrique), LifeSpace (appareillage électrique et autres éléments d'interface associés) et Renouvelables (conversion de l'énergie et connexion au réseau) ; l'activité est responsable des segments Résidentiel et Marine en ce qui concerne la fourniture de solutions intégrant des offres de plusieurs activités du Groupe ;
- l'activité **Infrastructure**, combine l'ensemble des activités Moyenne Tension du Groupe, y compris celles d'Areva Distribution, ainsi que celles de Telvent ; l'activité est responsable des segments Pétrole & Gaz, Régies Electriques et Transport en ce qui concerne les solutions intégrées ;
- l'activité **Industry** inclut les activités d'Automatismes et contrôle industriel, est responsable de quatre segments de clients finaux (Constructeurs de Machines, Traitement de l'Eau, Mines & Métaux, Agroalimentaire) et inclut également l'activité Custom Sensors & Technologies (Capteurs & Actionneurs) ;

- l'activité **IT** inclut les activités d'Énergie sécurisée ; elle est responsable pour les solutions intégrées de trois segments de clients finaux (Centres de données, Finance, *Cloud computing* et Télécommunications) ;
- l'activité **Buildings** inclut les activités d'Automatismes du bâtiment et de sécurité et est responsable des segments de clients finaux Hôtels/ Commerces, Hôpitaux, Laboratoires, Immobilier, Gouvernements/Enseignement.

Les éléments relatifs à la Direction Générale du Groupe et non rattachables à un secteur en particulier sont isolés dans une colonne "Coûts centraux".

Les informations données par secteur opérationnel sont identiques à celles présentées au Directoire, qui a été identifié comme le "Principal Décideur Opérationnel" en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluation de la performance des segments. La mesure de la performance de chaque secteur utilisée principalement par le Directoire est le résultat EBITA ajusté. Les rémunérations en actions ne sont pas allouées aux activités mais sont incluses dans la colonne "Coûts centraux". Le Directoire n'examine pas les actifs et passifs par activité.

Les données par secteur suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés.

Ces informations sont commentées au chapitre 4 du Document de Référence (Rapport de Gestion).

3.1 – Informations par secteur opérationnel

31/12/2012

	Power	Infrastructure	Industry	IT	Buildings	Coûts centraux	Total
Chiffre d'affaires	8 738	5 366	4 483	3 677	1 682	-	23 946
EBITA ajusté *	1 813	575	823	698	107	(501)	3 515
%	20,7%	10,7%	18,4%	19,0%	6,4%	-	14,7%
Autres produits et charges d'exploitation	17	(6)	(2)	(3)	(3)	(13)	(10)
Charges de restructuration	(84)	(32)	(21)	(4)	(12)	(11)	(164)
EBITA	1 746	537	800	691	92	(525)	3 341
%	20,0%	10,0%	17,8%	18,8%	5,5%	-	14,0%

* *EBITA ajusté : EBITA avant Charges de restructuration et avant Autres produits et charges d'exploitation (dont Coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).*

La part des solutions dans le chiffre d'affaires s'élève à 39% en 2012.

31/12/2011*

	Power	Infrastructure	Industry	IT	Buildings	Coûts centraux	Total
Chiffre d'affaires	8 262	4 897	4 397	3 237	1 552	-	22 345
EBITA ajusté **	1 705	511	774	523	145	(468)	3 190
%	20,6%	10,4%	17,6 %	16,2 %	9,3 %	-	14,3 %
Autres produits et charges d'exploitation	49	(27)	4	(17)	(8)	(9)	(8)
Charges de restructuration	(75)	(19)	(24)	(9)	(11)	(7)	(145)
EBITA	1 679	465	754	497	126	(484)	3 037
%	20,3%	9,5 %	17,1 %	15,4 %	8,1 %	-	13,6 %

* *Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés soit 42 millions d'euros pour le Groupe dont 35 millions d'euros pour Power et 7 millions d'euros pour Industry en diminution du chiffre d'affaires, de l'EBITA et de l'EBITA ajusté.*

** *EBITA ajusté : EBITA avant Charges de restructuration et avant Autres produits et charges d'exploitation (dont Coûts d'acquisition d'intégration et de séparation).*

3.2 – Informations par zone géographique

Les zones géographiques suivies par le Groupe sont les suivantes :

- Europe de l'Ouest ;
- Amérique du Nord (y compris Mexique) ;
- Asie-Pacifique ;
- Reste du monde (Europe de l'Est, Moyen-Orient, Afrique, Amérique du Sud).

Les actifs non courants incluent uniquement les écarts d'acquisition nets, les immobilisations corporelles et incorporelles nettes.

31/12/2012

	Europe de l'Ouest	dont France	Amérique du Nord	dont USA	Asie Pacifique	dont Chine	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires par marché géographique	7 073	1 822	5 949	4 966	6 507	3 036	4 417	23 946
Actifs non courants	8 194	1 801	6 591	6 404	4 389	1 205	871	20 045

31/12/2011*

	Europe de l'Ouest	dont France	Amérique du Nord	dont USA	Asie Pacifique	dont Chine	Reste du monde	Total
Chiffre d'affaires par marché géographique	7 142	1 916	5 208	4 360	5 933	2 798	4 062	22 345
Actifs non courants	7 361	1 710	7 466	7 310	4 413	1 095	811	20 051

* Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés soit 42 millions d'euros pour le Groupe, l'Europe de l'Ouest et la France.

Par ailleurs, le Groupe suit la part des nouvelles économies dans le chiffre d'affaires :

	31/12/2012		31/12/2011	
Chiffre d'affaires – Pays matures	14 186	59%	13 512	60%
Chiffre d'affaires - Nouvelles économies	9 760	41%	8 833	40%
Total	23 946	100%	22 345	100%

3.3 – Degré de dépendance à l'égard des principaux clients

Aucun client ne représente individuellement plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Note 4 Recherche et développement

Les frais de recherche et développement de l'exercice se répartissent comme suit :

	31/12/2012	31/12/2011
Frais de recherche et développement en coûts des ventes	265	206
Frais de recherche et développement en frais de R&D ⁽¹⁾	507	539
Projets de développement capitalisés	286	234
TOTAL DES FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA PERIODE	1 058	979

(1) dont 43 millions d'euros de crédit d'impôt recherche en 2012 et 29 millions d'euros en 2011.

Les amortissements des projets de développement capitalisés s'élèvent à 133 millions d'euros sur l'exercice 2012 contre 112 millions d'euros sur l'exercice 2011.

Note 5 Dotations aux amortissements

Les charges d'exploitation incluent les dotations aux amortissements suivantes :

	31/12/2012	31/12/2011
Inclus dans le coût des ventes :		
Amortissements	(433)	(398)
Inclus dans les frais généraux et commerciaux :		
Amortissements	(150)	(133)
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	(583)	(531)

De plus, le montant net des pertes de valeurs des actifs non courants s'élève à 241 millions d'euros, dont principalement 250 millions d'euros en pertes de valeurs des incorporels liés aux écarts d'acquisitions (note 8).

Note 6 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

	31/12/2012	31/12/2011
Pertes de valeur des actifs corporels et incorporels	(16)	-
Plus-values sur cessions d'actifs	8	8
Moins-values sur cessions d'actifs et mises au rebut	(10)	(9)
Coûts liés aux acquisitions	(52)	(99)
Modifications des plans d'avantages au personnel	21	42
Autres	39	50
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	(10)	(8)

Les coûts liés aux acquisitions sont les coûts d'acquisition, d'intégration et de séparation relatifs aux principales acquisitions 2011 et 2012.

La ligne "Modifications des plans d'avantages au personnel" inclut principalement une reprise de provision pour frais médicaux de 21 millions d'euros aux États-Unis.

La ligne "Autres" inclut principalement des reprises de provisions pour indemnités ou litiges échues au 31 décembre 2012. En 2011, cette ligne incluait principalement une reprise de provision pour indemnités ou litiges échues au 31 décembre 2011.

Au titre de l'exercice 2012, des provisions sont classées en autres produits et charges d'exploitation pour un montant de 27 millions d'euros.

Note 7 Charges de restructuration

Les coûts de restructuration s'élèvent à 164 millions d'euros sur la période. Ils sont principalement liés à des réorganisations industrielles et des fonctions support en Europe (environ 97 millions d'euros) et en Amérique du Nord (environ 24 millions d'euros).

Note 8 Amortissements et dépréciations des incorporels liés aux acquisitions

	31/12/2012	31/12/2011
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(224)	(208)
Pertes de valeur des incorporels liés aux acquisitions	(1)	(3)
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	(250)	(15)
AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES INCORPORELS LIES AUX ACQUISITIONS	(475)	(226)

La migration des marques du Groupe vers la marque Schneider Electric (projet *One Brand*) a conduit à amortir à compter du 1^{er} janvier 2010 les marques Xantrex, TAC et MGE sur une durée de 6 ans. La charge d'amortissement correspondante s'élève à 61 millions d'euros sur l'exercice 2012.

L'activité Buildings fait face à un environnement de marché compliqué du fait du ralentissement du marché de la construction sur ses pays matures clés qui impacte sa performance financière en 2012. Lors du test de dépréciation d'actifs, le Groupe a donc été amené à

enregistrer une perte de valeur du goodwill de l'UGT Buildings de 250 millions d'euros avant effet d'impôt. L'analyse de sensibilité aux hypothèses de ce test conduirait à comptabiliser une perte de valeur complémentaire sur les actifs de l'UGT Buildings de :

- 7% des actifs en cas de hausse du taux d'actualisation de 0,5 point ;
- 4% des actifs en cas de baisse du taux de croissance de 1 point ;
- 4% des actifs en cas de baisse du taux de marge de 0,5 point.

Concernant les tests de dépréciation effectués en 2012 sur les autres UGT du Groupe, ceux-ci n'ont pas conduit à comptabiliser de perte de valeur. L'analyse de sensibilité aux hypothèses de ce test ne conduirait pas non plus à comptabiliser une perte de valeur dans l'une des hypothèses suivantes :

- en cas de hausse du taux d'actualisation de 0,5 point ;
- en cas de baisse du taux de croissance de 1 point ;
- en cas de baisse du taux de marge de 0,5 point.

Des pertes de valeur d'un total de 15 millions d'euros ont été constatées en 2011 sur des écarts d'acquisition relatifs à deux petites activités en Europe cédées .

Note 9 Autres produits et charges financiers

	31/12/2012	31/12/2011
Résultat de change, net	(21)	(40)
Composante financière des charges de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(43)	(45)
Dividendes reçus	12	9
Plus ou moins-values sur cessions de titres de participation	12	(1)
Autres charges financières nettes	(16)	(37)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	(56)	(114)

Les dividendes sont essentiellement perçus sur les titres AXA . La plus-value sur cession de titres de participation provient principalement de la cession des titres AXA.

Note 10 Impôt sur les sociétés

Dès que les conditions réglementaires sont réunies, les sociétés du Groupe recourent à l'intégration fiscale. Schneider Electric SA a choisi cette option vis-à-vis de ses filiales françaises détenues directement ou indirectement par l'intermédiaire de Schneider Electric Industries SAS.

10.1 – Analyse de la charge d'impôt

	31/12/2012	31/12/2011*
Impôt courant		
France	(19)	(190)
Étranger	(657)	(718)
Total	(676)	(908)
Impôts différés		
France	24	(85)
Étranger	84	446
Total	108	361
PRODUIT /(CHARGE) D'IMPOT	(568)	(547)

* Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés.

10.2 – Rapprochement entre impôt théorique et impôt effectif

	31/12/2012	31/12/2011*
Résultat net (part du Groupe)	1 840	1 793
(Charge) Produit d'impôt	(568)	(547)
Intérêts minoritaires	(87)	(84)
Résultat des sociétés mises en équivalence	34	28
Résultat avant impôt	2 461	2 396
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43 %
Charge d'impôt théorique	(847)	(825)
Éléments en rapprochement :		
Écart de taux France/Étranger	257	220
Crédits d'impôt et autres réductions d'impôt	118	87
Effets des déficits fiscaux	(10)	(28)
Autres différences permanentes	(87)	(1)
(Charge) Produit net d'impôt réel	(568)	(547)
TAUX EFFECTIF D'IMPOT	23,1%	22,8%

* Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés.

Note 11 Écarts d'acquisition

11.1 – Principaux écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition du Groupe sont présentés ci-dessous par segment :

	31/12/2012 net	31/12/2011 net
<i>Power</i>	3 943	3 906
<i>Industry</i>	2 244	2 176
<i>Buildings</i>	1 469	1 642
<i>ITB</i>	3 015	3 061
<i>Infrastructure</i>	2 233	1 987
TOTAL	12 904	12 773

L'écart d'acquisition de Square D a été affecté selon une clé représentant les résultats opérationnels par segment :

	<i>Power</i>	<i>Industry</i>
Square D Company	82 %	18 %

11.2 – Mouvements de la période

Les principaux mouvements de l'année sont récapitulés dans le tableau suivant :

	31/12/2012	31/12/2011
Écarts d'acquisition nets à l'ouverture	12 773	10 213
Acquisitions *	195	2 356
Cessions	-	(21)
Perte de valeur	(250)	-
Effet des variations de change	(108)	142
Reclassement / Affectation	294	83
Écarts d'acquisition nets à la clôture	12 904	12 773
Dont pertes de valeur cumulées à la clôture	(413)	(178)

* En date d'acquisition.

Acquisitions

Le Groupe dispose d'un délai de douze mois après la date d'acquisition pour finaliser l'affectation des écarts d'acquisition de ces entités. Les écarts d'acquisition correspondants sont donc provisoires.

Les écarts d'acquisition générés par les acquisitions réalisées en 2012 s'élèvent à 195 millions d'euros et correspondent en partie au groupe anglais M&C Energy Group.

Les écarts d'acquisition générés par les acquisitions réalisées en 2011 s'élèvent à 2 353 millions d'euros et correspondent principalement au groupe Telvent pour 1 213 millions d'euros, au groupe chinois Leader & Harvest pour 464 millions d'euros et au groupe indien Luminous pour 222 millions d'euros.

Perte de valeur

Les tests de dépréciation effectués sur l'ensemble des UGT du Groupe ont conduit à comptabiliser une perte de valeur avant effet d'impôt de 250 millions d'euros sur l'UGT Buildings.

Autres variations

Les variations de taux de change concernent principalement les écarts d'acquisition en dollars américains.

Note 12 Immobilisations incorporelles

12.1 – Variation des immobilisations incorporelles

	Marques	Logiciels	Projets de développement (R&D)	Autres incorporels	Total
VALEURS BRUTES					
Situation au 31/12/2010	2 621	800	1 085	1 510	6 016
Acquisitions	-	25	217	54	296
Cessions / mises au rebut	-	(30)	(19)	(8)	(57)
Écarts de conversion	80	4	21	46	151
Reclassement	1	4	(16)	(25)	(36)
Variation de périmètre et divers	84	24	4	338	450
Situation au 31/12/2011	2 786	827	1 292	1 915	6 820
Acquisitions	4	21	286	4	315
Cessions / mises au rebut	-	(48)	(43)	(50)	(141)
Écarts de conversion	(56)	(3)	(25)	(16)	(100)
Reclassement	2	(33)	37	11	17
Variation de périmètre et divers	13	36	(15)	29	63
Situation au 31/12/2012	2 749	800	1 532	1 892	6 974

	Projets de développement		Autres		Total
	Marques	Logiciels	(R&D)	incorporels	
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR					
Situation au 31/12/2010	(195)	(593)	(367)	(603)	(1 758)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(60)	(61)	(112)	(151)	(384)
Reprises d'amortissements	-	29	9	1	39
Écarts de conversion	(2)	(5)	(11)	(22)	(40)
Reclassement	-	13	3	(3)	13
Variation de périmètre et divers	-	1	(5)	18	14
Situation au 31/12/2011	(257)	(616)	(483)	(760)	(2 116)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(64)	(58)	(138)	(145)	(405)
Reprises d'amortissements	-	49	12	-	61
Écarts de conversion	5	3	15	15	38
Reclassement	-	31	(30)	1	2
Variation de périmètre et divers	-	(42)	37	(30)	(35)
Situation au 31/12/2012	(316)	(633)	(587)	(919)	(2 455)
VALEURS NETTES					
Au 31/12/2010	2 426	207	718	907	4 258
Au 31/12/2011	2 529	211	809	1 155	4 704
Au 31/12/2012	2 433	167	945	974	4 519

En 2012, les variations de périmètre des actifs incorporels incluent essentiellement des actifs incorporels reconnus sur le groupe Telvent (250 millions d'euros), sur le groupe Leader & Harvest (85 millions d'euros) et sur le groupe Steck (23 millions d'euros) acquis en 2011, sur le groupe M&C Energy Group (19 millions d'euros) acquis en 2012.

Les amortissements et perte de valeurs des immobilisations incorporelles, hors goodwill, retraités dans le tableau de flux de trésorerie s'analysent comme suit :

Impact sur la trésorerie	31/12/2012	31/12/2011
<i>Amortissements des immobilisations incorporelles</i>	420	380
Perte de valeur sur immobilisations incorporelles et autres	(15)	4
TOTAL*	405	384

* dont amortissements et pertes de valeurs des immobilisations incorporelles liés aux acquisitions pour 225 millions d'euros sur l'exercice 2012 et pour 208 millions d'euros sur l'exercice 2011 (Cf. Note 8).

12.2 – Marques

À la clôture de l'exercice, les principales marques reconnues sont les suivantes :

	31/12/2012	31/12/2011
APC	1 406	1 406
PELCO	380	388
Clipsal	200	200
MGE	100	167
TAC	63	82
Juno	87	88
Digital	48	54
Autres	149	144
TOTAL NET	2 433	2 529

Les marques reconnues sur les acquisitions 2011 (Telvent, Luminous, Steck) s'élèvent à 78 millions d'euros dans la ligne autres.

La migration des marques du Groupe vers la marque Schneider Electric (projet *One Brand*) a conduit à amortir à compter du 1^{er} janvier 2010 les marques Xantrex, TAC et MGE sur une durée de 6 ans. La charge d'amortissement correspondante s'élève à 61 millions d'euros sur l'exercice.

Note 13 Immobilisations corporelles

13.1 – Variation des immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres	Total
VALEURS BRUTES					
Situation au 31/12/2010	231	1 480	3 678	832	6 221
Acquisitions	11	104	168	233	516
Cessions / mises au rebut	(1)	(18)	(105)	(46)	(170)
Écarts de conversion	2	11	21	1	35
Reclassement	3	33	42	(141)	(63)
Variation de périmètre et divers	(24)	122	18	33	149
Situation au 31/12/2011	222	1 732	3 822	912	6 688
Acquisitions	-	78	148	262	488
Cessions / mises au rebut	(7)	(32)	(137)	(111)	(287)
Écarts de conversion	(4)	(13)	(21)	(4)	(41)
Reclassement	-	31	105	(127)	9
Variation de périmètre et divers	(1)	(14)	(5)	10	(10)
Situation au 31/12/2012	210	1 782	3 912	942	6 846

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres	Total
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR					
Situation au 31/12/2010	(14)	(702)	(2 697)	(471)	(3 884)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(1)	(76)	(250)	(58)	(385)
Reprises d'amortissements	0	11	121	27	159
Écarts de conversion	0	(6)	(20)	(2)	(28)
Reclassement	3	4	38	11	56
Variation de périmètre et divers	(3)	(23)	6	(13)	(33)
Situation au 31/12/2011	(15)	(792)	(2 802)	(506)	(4 115)
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	(10)	(75)	(257)	(60)	(402)
Reprises d'amortissements	-	21	174	64	259
Écarts de conversion	-	5	9	3	17
Reclassement	-	(5)	2	(1)	(4)
Variation de périmètre et divers	-	12	9	-	21
Situation au 31/12/2012	(25)	(834)	(2 865)	(500)	(4 224)

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres	Total
VALEURS NETTES					
Au 31/12/2010	217	778	981	361	2 337
Au 31/12/2011	207	940	1 020	406	2 573
Au 31/12/2012	185	948	1 047	442	2 622

Les reclassements correspondent principalement aux mises en service d'immobilisations.
L'impact cash des acquisitions d'immobilisations corporelles se détaille comme suit :

	31/12/2012	31/12/2011
Impact cash des acquisitions d'immobilisations corporelles		
Augmentation des immobilisations corporelles	(488)	(516)
Variation des créances et dettes liées aux immobilisations corporelles	16	1
TOTAL	(472)	(515)

Les amortissements et perte de valeurs des immobilisations corporelles retraités dans le tableau des flux de trésorerie s'analyse comme suit :

Impact sur la trésorerie	31/12/2012	31/12/2011
Amortissements des immobilisations corporelles	394	386
Perte de valeur sur immobilisations corporelles	8	(1)
TOTAL	402	385

13.2 – Locations-financement

Les immobilisations corporelles comprennent les immobilisations en location-financement suivantes :

	31/12/2012	31/12/2011
Terrains	1	1
Constructions	45	44
Installations techniques, matériels et outillages et autres	31	31
Autres immobilisations corporelles	2	2
Amortissements cumulés	(68)	(67)
IMMOBILISATIONS EN LOCATION-FINANCEMENT	11	11

Les engagements de loyers futurs minimaux des immobilisations en location-financement au 31 décembre 2012 se détaillent comme suit :

	Paiements minimaux	Paiements minimaux actualisés
Moins d'un an	11	11
Plus d'un an et moins de 5 ans	10	10
5 ans et plus	1	1
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE LOYER	23	23
Effet d'actualisation	-	
Paiements minimaux actualisés	23	

13.3 – Locations simples

La charge locative s'analyse comme suit :

	31/12/2012	31/12/2011
Loyers	121	110
Loyers conditionnels	-	1
Sous-location	4	(7)
TOTAL CHARGE LOCATIVE	125	104

Les engagements de location simple s'analysent comme suit au 31 décembre 2012 :

	Paiements minimaux	Paiements minimaux actualisés
Moins d'un an	136	134
Plus d'un an et moins de 5 ans	374	350
5 ans et plus	214	183
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE LOYER	724	667
Effet d'actualisation	(57)	
Paiements minimaux actualisés	667	

Note 14 Participations dans les entreprises associées

Le détail des titres mis en équivalence s'analyse comme suit :

	% de détention		Participation nette		Quote-part de résultat	
	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2011
Delta Dore Finance	20,0 %	20,0 %	16	15	1	2
Electroshield TM Samara	50,0 %	50,0 %	303	276	17	14
Sunten Electric Equipment	50,0 %	50,0 %	100	96	5	-
Fuji Electric FA Components & Systems	36,8 %	36,8 %	86	96	12	12
Autres	N/A	N/A	6	6	(1)	-
TOTAL		-	511	489	34	28

Note 15 Actifs financiers

15.1 - Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente, essentiellement constitués de titres de participation, sont détaillés ci-dessous :

	% détenu	Valeur brute	Réévaluation/dépréciation	31/12/2012	31/12/2011
				Juste valeur	Juste valeur
I – Titres cotés					
AXA	-	-	-	-	107
NVC Ligthing	9.2%	113	(56)	57	82
Gold Peak Industries Holding Ltd	4.4%	6	(3)	3	2
Total titres cotés		119	(59)	60	191
II – Titres non cotés					
Citec, SEAT ⁽²⁾	-	-	-	-	6
FCPR & SICAV	100%	57	13	70	55
SCL Elements Inc ⁽¹⁾	100%	20	-	20	
SE Buildings Energy Efficiency ⁽¹⁾	100%	17	-	17	
Inversion	35%	10	-	10	4
FCPR SESS	100%	5	(2)	3	10
Simak ⁽²⁾	-	-	-	-	5
SE Venture	100%	5	(5)	-	-
Autres ⁽³⁾		36	(3)	33	25
Total titres non cotés		150	3	153	105
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE		269	(56)	213	296

(1) Sociétés acquises en 2012.

(2) Participation déconsolidée- en cours de liquidation.

(3) Valeur brute unitaire inférieure à 5 millions d'euros.

Les titres AXA ont été cédés en septembre 2012 pour un prix de cession net de frais de 121 millions d'euros.

La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente correspond au cours de clôture pour les titres cotés sur un marché actif. La réévaluation des titres cotés de l'exercice impacte négativement les autres réserves consolidées des capitaux propres pour 60 millions d'euros (avant impact des impôts différés).

Les titres NVC Lighting ont été acquis en juillet 2011 dans le cadre d'un partenariat permettant à Schneider Electric un accès exclusif aux canaux de distribution diffus et bien établis de NVC Lighting. La variation cumulée de juste valeur de ces titres, déterminée sur la base du cours de bourse à la clôture de l'exercice et s'élevant à une perte de 56 millions d'euros au 31 décembre 2012, a été comptabilisée en capitaux propres, en "Autres réserves". Le Groupe n'a pas comptabilisé cette variation de valeur en résultat au 31 décembre 2012 et considère que la baisse du cours de bourse observée est liée à des perturbations dans la perception par les investisseurs des changements de gouvernance de NVC Lighting intervenus en mai 2012 et qui avaient conduit à la suspension temporaire de la cotation en juillet 2012. Ces changements de gouvernance ont été résolus sur le dernier trimestre 2012 et le cours de bourse de NVC Lighting se rétablit progressivement. Toutefois, le Groupe considère que la cotation ne reflète toujours pas la valeur économique intrinsèque de NVC Lighting et envisagera la nécessité d'une éventuelle dépréciation par compte de résultat en 2013.

15.2 – Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants s'élèvent à 108 millions d'euros au 31 décembre 2012.

15.3 – Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants s'élèvent à 127 millions d'euros au 31 décembre 2012 et sont composés de placements de trésorerie non monétaires.

Note 16 Impôts différés par nature

La ventilation des impôts différés par nature est détaillée ci-dessous :

	31/12/2012	31/12/2011*
Impôts différés – Actif		
Déficits et crédits d'impôt reportables	354	294
Provisions pour retraite et engagements similaires	615	553
Pertes de valeur des créances clients et des stocks	166	187
Provisions et charges à payer non déductibles	59	84
Autres	551	350
IMPOTS DIFFERES ACTIFS	1745	1 468
Impôts différés – Passif		
Différentiel entre amortissement comptable et fiscal	(82)	(113)
Marques et autres immobilisations incorporelles	(321)	(430)
Dépenses de R&D capitalisées	(60)	(55)
Autres	(551)	(346)
IMPOTS DIFFERES PASSIFS	(1 014)	(944)

* Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés.

Les reports déficitaires activés au 31 décembre 2012 sont localisés majoritairement en France (167 millions d'euros) et en Belgique (77 millions d'euros).

Note 17 Stocks et en-cours

L'évolution des stocks au bilan consolidé est la suivante :

	31/12/2012	31/12/2011
Valeur brute :		
Matières premières	1 478	1 604
En-cours de production	323	362
Produits intermédiaires et finis	1 512	1 564
Marchandises	67	75
En-cours Solutions	106	132
VALEUR BRUTE DES STOCKS	3 486	3 737
Perte de valeur :		
Matières premières	(200)	(191)
En-cours de production	(8)	(10)
Produits intermédiaires et finis	(169)	(167)
Marchandises	(13)	(12)
En-cours Solutions	(7)	(8)
PERTE DE VALEUR	(396)	(387)
Valeur nette :		
Matières premières	1 279	1 413
En-cours de production	315	353
Produits intermédiaires et finis	1 342	1 397
Marchandises	54	63
En-cours Solutions	100	124
VALEUR NETTE DES STOCKS	3 090	3 349

Note 18 Clients et créances d'exploitation

	31/12/2012	31/12/2011*
Créances clients	5 310	5 360
Clients, effets à recevoir	193	185
Avances fournisseurs	92	116
Clients et créances d'exploitation, brutes	5 595	5 744
Perte de valeur	(306)	(259)
Clients et créances d'exploitation, nettes	5 289	5 402
dont :		
Non échues	4 291	4 364
Retard n'excédant pas un mois	395	400
Retard compris entre un et deux mois	187	168
Retard compris entre deux et trois mois	88	112
Retard compris entre trois et quatre mois	76	93
Retard supérieur à quatre mois	252	265
CLIENTS ET CREANCES D'EXPLOITATION, NETTES	5 289	5 402

*Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés.

Les créances clients résultent des ventes aux clients finaux, lesquels sont géographiquement et économiquement largement répartis. En conséquence, le Groupe estime qu'il n'existe pas de concentration majeure du risque de crédit.

Par ailleurs, le Groupe applique une politique de prévention du risque client, notamment par un recours important à l'assurance-crédit et autres formes de garantie applicables au poste client.

Le tableau ci-après présente de manière synthétique les variations des provisions pour dépréciation des créances à court et long termes :

	31/12/2012	31/12/2011
Provisions pour dépréciation en début d'exercice	(259)	(198)
Dotations de l'exercice aux provisions	(53)	(34)
Reprise de provisions pour dépréciation avec utilisation	22	31
Reprise de provisions pour dépréciation sans utilisation	2	3
Écarts de conversion	3	3
Autres	(21)	(64)
PROVISIONS POUR DEPRECIATION A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	(306)	(259)

Note 19 Autres créances et charges constatées d'avance

	31/12/2012	31/12/2011
Autres débiteurs	308	337
Autres créances fiscales	641	1 039
Instruments dérivés	170	82
Charges constatées d'avance	172	180
TOTAL	1 291	1 638

Note 20 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/12/2012	31/12/2011
Valeurs mobilières de placement	1 720	634
Titres de créances négociables et dépôts court terme	443	622
Disponibilités	1 574	1 515
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 737	2 771
Découverts et encours bancaires	(120)	(217)
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE, NETS	3 617	2 554

Des cessions sans recours de créances clients ont eu lieu sur le second semestre 2012 pour un total de 112 millions d'euros à comparer à 135 millions d'euros sur le second semestre 2011. Par ailleurs, le Groupe a cédé sans recours à une banque, lors du second semestre 2012, une créance de carry-back de 93 millions d'euros.

Note 21 Capitaux propres

21.1 – Capital

Capital social

Lors de l'Assemblée Générale du 21 avril 2011, les actionnaires de Schneider Electric ont voté la division par deux du nominal des actions. Cette résolution a pris effet le 2 septembre 2011, et a généré 271 959 091 nouvelles actions.

Le capital social au 31 décembre 2012 est de 2 221 668 056 euros représenté par 555 417 014 actions de 4 euros de nominal chacune, totalement libérées.

Au 31 décembre 2012, le nombre total de droits de vote attachés aux 555 417 014 actions composant le capital est de 600 506 571.

La gestion du capital de Schneider Electric vise à :

- assurer la liquidité du Groupe ;
- optimiser sa structure financière ;
- optimiser son coût moyen pondéré du capital.

Elle doit permettre au Groupe d'avoir accès dans les meilleures conditions possibles aux différents marchés de capitaux. Les éléments de décision peuvent être des objectifs de bénéfice net par action, de *rating* ou d'équilibre de bilan. Enfin, la mise en œuvre des décisions peut dépendre des conditions spécifiques de marché.

Évolution du capital

Depuis le 31 décembre 2010, le capital a évolué comme suit :

	Nombre cumulé d'actions	Montant du capital (en euros)
Capital au 31/12/2010	271 959 091	2 175 672 728
Division du nominal de l'action par 2	271 959 091	-
Exercice d'options	1 169 210	4 676 840
Augmentation de capital à destination des salariés	3 855 632	15 422 528
Capital au 31/12/2011	548 943 024	2 195 772 096
Exercice d'options	2 952 154	11 808 616
Augmentation de capital à destination des salariés	3 521 836	14 087 344
CAPITAL AU 31/12/2012	555 417 014	2 221 668 056

Par ailleurs, l'exercice des options et les augmentations de capital ont fait augmenter les primes d'émission d'un montant de 195 532 623 euros.

21.2 – Actionnariat

	31/12/2012			31/12/2011		
	Capital %	Nombre d'actions	Droits de vote %	Nombre de droits de vote	Capital %	Droits de vote %
Capital Research and Management Company ⁽¹⁾	7,5	41 643 226	6,9	41 643 226	9,4	8,9
CDC	3,7	20 349 002	6,5	38 803 092	3,7	4,6
Salariés	4,4	24 652 612	6,8	40 660 345	4,6	7,1
Autocontrôle ⁽²⁾	0,0	1 058			0,0	-
Autodétention	1,5	8 580 080			1,7	-
Public	82,9	460 191 036	78,4	470 818 770	80,6	78,0
TOTAL	100,0	555 417 014	100,0	600 506 571	100,0	100,0

(1) À la meilleure connaissance de la Société.

(2) Nombre de droits de vote résultant de l'article 223-11 du RG AMF qui inclut les actions privées de droit de vote.

Au 31 décembre 2012, il n'existe pas de pacte d'actionnaires.

21.3 – Résultat par action

Calcul du nombre moyen pondéré d'actions retenues

(en milliers d'actions)	31/12/2012		31/12/2011	
	Avant dilution	Après dilution	Avant dilution	Après dilution
Actions ordinaires *	543 042	543 042	537 422	537 422
Actions gratuites		3 281		2 890
Options de souscription		1 376		2 623
Nombre moyen pondéré d'actions	543 042	547 698	537 422	542 935

* Net de l'autodétention et de l'autocontrôle.

Résultat net par action

(en euros)	31/12/2012		31/12/2011*	
	Avant dilution	Après dilution	Avant dilution	Après dilution
Résultat avant impôt	4,53	4,49	4,46	4,41
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	3,39	3,36	3,34	3,30

* Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés.

21.4 – Dividendes versés et proposés

Au titre de l'exercice 2011, le Groupe a versé en 2012 un dividende d'un montant de 1,70 euros par action de 4 euros de nominal, soit un montant global de 919 millions d'euros

Au titre de l'exercice 2010, le Groupe a versé en 2011 un dividende d'un montant de 1,60 euros par action de 4 euros de nominal, soit un montant global de 856 millions d'euros.

Le dividende proposé à l'Assemblée Générale du 25 avril 2013 au titre de l'exercice 2012 s'élève à 1,87 euro par action de 4 euros de nominal. À la clôture de l'exercice 2012, le montant des réserves distribuables de la société tête de groupe Schneider Electric SA s'élève à 1 780 millions d'euros (96 millions d'euros au 31 décembre 2011), hors résultat net de l'exercice.

21.5 – Paiements sur la base d'actions

Renseignements relatifs aux plans d'options et d'actions gratuites en cours

Le Conseil d'Administration de Schneider Electric SA puis le Directoire ont mis en place des plans d'options et d'actions gratuites au profit des dirigeants et de certains salariés du Groupe, dont les principales caractéristiques au 31 décembre 2012 sont les suivantes :

Plans d'options

N° du Plan	Date du conseil	Type de plan ⁽¹⁾	Point de départ d'exercice des options	Date d'expiration	Prix d'exercice (en euros)	Nombre d'options accordées à l'origine	Options annulées en raison de la non-atteinte des objectifs
18	24/03/2000	A	24/03/2003	23/03/2008	32,62	2 842 400	1 373 200
19	04/04/2001	S	04/04/2005	03/04/2009	34,06	3 115 700	NA ⁽²⁾
20	12/12/2001	S	12/12/2005	11/12/2009	25,63	3 200 000	333 600
21	05/02/2003	S	05/02/2007	04/02/2011	22,60	4 000 000	283 800
22	05/02/2003	S	05/06/2003	04/02/2011	22,60	222 000	NA ⁽²⁾
23	06/05/2004	S	01/10/2004	05/05/2012	27,77	214 000	NA ⁽²⁾
24	06/05/2004	S	06/05/2008	05/05/2012	27,77	4 121 400	188 600
25	12/05/2005	S	01/10/2005	11/05/2013	28,23	277 000	NA ⁽²⁾
26	28/06/2005	S	28/06/2009	27/06/2013	30,09	4 007 600	-
27	01/12/2005	S	01/12/2009	30/11/2013	35,70	3 229 800	-
28	21/12/2006	S ou A	21/12/2010	20/12/2016	40,67	2 514 240	-
29	23/04/2007	S ou A	23/04/2011	22/04/2017	48,52	166 300	-
30	19/12/2007	S ou A	19/12/2011	18/12/2017	46,00	1 889 852	980 926
31	05/01/2009	S ou A	05/01/2013	04/01/2019	26,06	1 358 000	-
32	21/08/2009	S ou A	21/08/2013	20/08/2019	31,30	10 000	-
33	21/12/2009	S ou A	21/12/2013	20/12/2019	37,92	1 652 686	-
TOTAL						32 820 978	3 160 126

(1) S = plan d'options de souscription/A = plan d'options d'achat.

(2) Non applicable en l'absence de critères de levée d'options.

Les plans d'options répondent aux règles suivantes :

- l'exercice des options est généralement subordonné à des conditions d'appartenance au Groupe et d'atteinte des critères de performance ;
- la durée de vie des options est de 8 à 10 ans ;
- la période d'acquisition des droits est de 3 ou 4 ans aux États-Unis et de 4 ans pour le reste du monde.

Plans d'actions gratuites

N° du Plan	Date du conseil	Date d'acquisition	Point de départ de cession	Nombre d'actions accordées à l'origine	Actions annulées en raison de la non-atteinte des objectifs
1	21/12/2006	21/12/2009	21/12/2011	104 012	-
2	23/04/2007	23/04/2010	23/04/2012	4 428	-
3	19/12/2007	19/12/2010	19/12/2012	132 788	69 434
4	19/12/2007	19/12/2011	19/12/2011	114 500	58 176
5	05/01/2009	05/01/2012	05/01/2014	287 430	-
6	05/01/2009	05/01/2013	05/01/2013	424 702	-
7	21/08/2009	21/08/2012	21/08/2014	2 500	-
8	21/12/2009	21/12/2011	21/12/2013	319 506	-
9	21/12/2009	21/12/2013	21/12/2013	780 790	-
10	17/12/2010	17/03/2013	17/03/2015	665 524	-
11	17/12/2010	17/12/2014	17/12/2014	1 161 696	-
10bis	26/07/2011	26/07/2013	26/07/2015	3 000	-
11bis	26/07/2011	26/07/2015	26/07/2015	5 882	-
12	26/07/2011	26/07/2015	26/07/2015	19 850	-
13	16/12/2011	16/12/2013	16/12/2015	645 443	-
14	16/12/2011	16/12/2015	16/12/2015	1 387 800	-
13ter	27/07/2012	27/07/2014	27/07/2016	625	-
14ter	27/07/2012	27/07/2016	27/07/2016	1500	-
TOTAL				6 061 976	127 610

Les plans d'actions gratuites répondent aux règles suivantes :

- l'attribution des actions gratuites est généralement subordonnée à des conditions d'appartenance au Groupe et d'atteinte des critères de performance ;
- la période d'acquisition des actions est de 2 à 4 ans ;
- la période de conservation des actions est de 0 à 2 ans.

Évolution du nombre d'options et d'actions gratuites

Évolution du nombre d'options

N° du Plan	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2011	Nombre d'options exercées et/ou créées au cours de l'exercice	Nombre d'options annulées au cours de l'exercice ⁽¹⁾	Nombre d'options restant à lever au 31/12/2012
23	22 292	(11 992)	(10 300)	
24	571 390	(432 438)	(138 952)	
25	44 068	(16 448)	(10)	27610
26	1 647 570	(1 187 295)	(28 684)	431 591
27	1 899 410	(760 201)	(32 924)	1 106 285
28	1 800 722	(408 292)	(44 882)	1 347 548
29	144 300	(14 400)	(19 000)	110 900
30	841 960	(112 700)	(18 020)	711 240
31	1 253 300		(177 530)	1 075 770
32	10 000			10 000
33	1 624 636		(59 110)	1 565 526
TOTAL	9 859 648	(2 943 766)	(529 412)	6 386 470

(1) Après avoir tenu compte des annulations potentielles (critères de performance non atteints ou non-exercice de l'option par les salariés).

L'exercice des options des plans 26 à 33, ainsi que des SARs, est généralement subordonné à une condition d'appartenance au Groupe et à l'atteinte d'objectifs annuels basés sur des indicateurs financiers.

Au titre des levées d'options de souscription des plans d'options en cours, Schneider Electric SA a créé 2 952 154 actions sur l'année 2012.

Évolution du nombre d'actions gratuites

N° du plan	Attribution d'actions gratuites au 31/12/2011	Attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre	Nombre d'actions annulées au cours de l'exercice	Nombre d'actions à acquérir au 31/12/2012
4				
5	272 830	(272 830)		
6	393 748		(30 952)	362 796
7	2 500	(2 500)		
8	317 962	(317 962)		
9	750 410	(3 600)	(32 920)	713 890
10	661 980		(4 028)	657 952
11	1 136 076	(2 324)	(26 926)	1 106 826
10bis	3 000			3 000
11bis	5 882			5 882
12	19 850			19 850
13	645 443	2 500	(1 200)	646 743
13 ter		625		625
14	1 387 800	(1 575)	(31 839)	1 354 386
14 ter		1 500	(900)	600
TOTAL	5 597 481	(596 166)	(128 765)	4 872 550

L'acquisition des actions gratuites est généralement subordonnée à une condition d'appartenance au Groupe et à l'atteinte d'objectifs annuels basés sur des indicateurs financiers.

21.5.1 Valorisation des paiements fondés sur des actions

Valorisation des options

Conformément aux principes énoncés en note 1.20, les plans ont été évalués sur la base d'une durée de vie estimée des options comprise entre 7 et 10 ans, et selon les principales hypothèses suivantes :

- taux de volatilité attendue compris entre 20 et 28 % correspondant à la volatilité historique écartée ;
- taux de distribution du résultat fixé entre 3,0 et 4,5 % ;
- taux d'actualisation compris entre 2,9 et 4,5 % et correspondant à un taux sans risque sur la durée des plans (source Bloomberg).

Sur la base de ces hypothèses, la charge comptabilisée en frais généraux et commerciaux au titre des plans mis en place postérieurement au 7 novembre 2002 se répartit comme suit :

	31/12/2012	31/12/2011
Plan 30	-	1
Plan 31	1	2
Plan 32	-	-
Plan 33	3	4
TOTAL	4	7

Valorisation des actions gratuites

Conformément aux principes énoncés en note 1.20, les plans ont été évalués sur la base d'une durée de vie estimée des actions comprise entre 4 et 5 ans, et selon les principales hypothèses suivantes :

- taux de distribution du résultat fixé entre 3,0 et 4,5 % ;
- taux d'actualisation compris entre 1,6 et 4,5 % et correspondant à un taux sans risque sur la durée des plans (source Bloomberg).

Sur la base de ces hypothèses, la charge comptabilisée en frais généraux et commerciaux au titre des plans mis en place postérieurement au 7 novembre 2002 se répartit comme suit :

	31/12/2012	31/12/2011
Plan 5	-	2
Plan 6	1	2
Plan 7	-	-
Plan 8	-	5
Plan 9	5	6
Plan 10	14	16
Plan 11	12	13
Plan 10bis	-	-
Plan 11bis	-	-
Plan 12	-	-
Plan 13	11	-
Plan 14	10	-
TOTAL	53	44

21.5.2 Plan mondial d'actionnariat salarié

Le Groupe Schneider Electric offre à ses employés la possibilité de devenir actionnaires grâce à des émissions d'actions qui leur sont réservées. Dans les pays qui satisfont aux exigences légales et fiscales, deux possibilités d'investissement sont proposées : le plan d'actionnariat classique et le plan avec effet de levier.

Dans le plan classique, les employés investissent dans des actions du Groupe à un cours préférentiel par rapport aux actions libres (décote de 15 à 20% selon les pays). Ces actions ne peuvent être cédées par le salarié pendant une période incompressible de 5 années, sauf cas de sortie anticipée prévus par la loi. La charge IFRS 2 mesurant « l'avantage » offert aux salariés est évaluée par référence à la juste valeur d'une décote offerte sur des actions non cessibles. Le coût d'incessibilité est valorisé comme le coût d'une stratégie en deux étapes consistant dans un premier temps à vendre à terme les actions incessibles à cinq ans, et à acheter dans un deuxième temps un même nombre d'actions au comptant (donc par définition cessibles à tout moment), en finançant cet achat par un prêt amortissable in fine.

Cette stratégie vise à refléter le coût subi par le salarié sur la période d'indisponibilité pour se libérer du risque de portage des actions souscrites dans le cadre du plan classique. Le coût d'emprunt est celui auquel ont accès les employés, seuls acteurs potentiels de ce marché : il repose sur un taux moyen offert par différents organismes de crédit pour des crédits de trésorerie prenant la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté sans faculté de renouvellement pour une durée maximum de cinq ans, octroyé à un client personne physique présentant un profil de risque moyen.

Dans le plan avec effet de levier, le Groupe offre également la possibilité d'une souscription à un cours préférentiel par rapport aux actions libres (décote de 15 à 20% selon les pays). Ces plans proposent cependant un profil de gain différent dans la mesure où une banque tierce complète l'investissement de l'employé de telle sorte que le montant investi au total est un multiple du montant payé par l'employé. Le total est investi dans des actions du Groupe à un cours décoté. La banque transforme ainsi la décote cédée par le salarié en ressource pour lui offrir un profil de gain particulier, consistant à sécuriser l'apport personnel du salarié et à lui offrir une indexation à la hausse (facteur de 4,4 en 2012) sur un nombre leveragé d'actions auxquelles le salarié souscrit directement.

Pour les plans à effet de levier, la charge IFRS 2 est évaluée, comme pour les plans classiques, par référence à la juste valeur d'une décote sur titres incessibles (voir modalités ci-dessus), complétée par l'avantage que constitue l'intermédiation de l'émetteur dans l'appel d'offre des plans à effet de levier. L'intermédiation de l'émetteur permet en effet aux salariés de bénéficier de cotations de volatilité de type institutionnel et non de cours « au détail » de volatilité que le salarié aurait obtenu auprès de sa banque de détail pour répliquer le montage financier. Ce différentiel de volatilité est traduit en équivalent décote : il mesure le gain d'opportunité offert au salarié sur les plans à effet de levier.

En ce qui concerne la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, le Groupe a proposé le 14 juin 2012 à ses salariés, au titre de la politique d'actionnariat salarié du Groupe, de souscrire à une augmentation de capital réservée à un cours de 36,66 euros ou 34,50 euros selon les pays (décoté de 15 à 20% par rapport au cours de référence de 43,12 euros calculé sur une moyenne des cours d'ouverture sur les 20 jours précédant la date de décision du Directoire).

3,5 millions d'actions ont été souscrites, soit une augmentation de capital de 124 millions d'euros réalisée le 19 juillet 2012. Compte-tenu de l'évolution des hypothèses de valorisation et plus particulièrement du spread de taux particulier, le coût d'incessibilité en 2012 devient supérieur à la charge de décote, conduisant le Groupe à ne pas reconnaître de charge au titre de l'opération.

Les tableaux ci-dessous présentent les principales caractéristiques des plans, les montants souscrits et les hypothèses de valorisation pour les exercices 2012 et 2011.

Plans classiques	Année 2012		Année 2011	
	En %	Valeur	En %	Valeur
Caractéristiques des plans				
Maturité des plans (en années)		5		5
Prix de référence (en euros)		43,12		56,11
Prix de souscription (en euros) : entre		36,66		47,69
et		34,50		44,89
Décote faciale : entre	15,0%		15,0%	
et	20,0%		20,0%	
Montant souscrit par les salariés		75,9		72,0
Montant global souscrit		75,9		72,0
Nombre total d'actions souscrites (millions d'actions)		2,1		1,6
Hypothèses de valorisation				
Taux d'emprunt du participant au marché (in fine) (1)	5,5%		4,8%	
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans (zone euro)	1,5%		2,8%	
Taux d'emprunt des titres annuel (repo)	1,0%		1,0%	
(a) Valeur de la décote : entre	15,0%	6,4	15,0%	7,9
et	20,0%	10,0	20,0%	6,7
(b) Valeur d'incessibilité pour le participant au marché	26,2%	24,1	14,9%	12,9
Coût global pour le groupe (a-b)		0	1,8	
Sensibilités				
- diminution du taux d'emprunt du participant au marché (2)	(0,5%)	2,5	(0,5%)	2,0

Les montants sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire

(1) Taux moyen offert pour des crédits de trésorerie sous la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté, sans faculté de renouvellement, pour une durée de cinq ans à une personne physique présentant un profil de risque moyen

(2) Une diminution du taux d'emprunt du participant au marché diminue le coût d'incessibilité et de ce fait augmente la charge comptable pour l'émetteur

Plans à effet de levier	Année 2012		Année 2011	
	En %	Valeur	En %	Valeur
Caractéristiques des plans				
Maturité des plans (en années)		5		5
Prix de référence (en euros)		43,12		56,11
Prix de souscription (en euros) : entre		36,66		47,69
et		34,50		44,89
Décote faciale (4): entre	15,0%		15,0%	
et	20,0%		20,0%	
Montant souscrit par les salariés		4,8		10,6
Montant global souscrit		47,8		105,7
Nombre total d'actions souscrites (millions d'actions)		1,4		2,4
Hypothèses de valorisation				
Taux d'emprunt du participant au marché (in fine) (1)	5,5%		4,8%	
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans (zone euro)	1,5%		2,8%	
Taux de dividende annuel	3,0%		3,0%	
Taux d'emprunt des titres annuel (repo)	1,0%		1,0%	
Spread de volatilité détail / institutionnel	5,0%		5,0%	
(a) Valeur de la décote : entre	15,0%	0	15,0%	5,9
et	20,0%	11,9	20,0%	18,1
(b) Valeur d'incessibilité pour le participant au marché	26,2%	15,6	14,9%	19,3
(c) Valeur du gain d'opportunité (2)	1,3%	1,2	2,0%	2,6
Coût global pour le groupe (a-b+c)		0	7,3	
Sensibilités				
- diminution du taux d'emprunt du participant au marché (3)	(0,5%)	1,6	(0,5%)	3,1

Les montants sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire

(1) Taux moyen offert pour des crédits de trésorerie sous la forme d'un prêt personnel ordinaire non affecté, sans faculté de renouvellement, pour une durée de cinq ans à une personne physique présentant un profil de risque moyen

(2) Calculé à partir d'un modèle binomial

(3) Une diminution du taux d'emprunt du participant au marché diminue le coût d'incessibilité et de ce fait augmente la charge comptable pour l'émetteur

(4) Dans quelques pays, en raison de contraintes légales locales, le salarié souscrit pour un montant non décoté tandis que la banque souscrit avec décote pour offrir l'effet de levier

21.6 – Actions propres

Au 31 décembre 2012, le Groupe détient 8 580 080 actions propres qui viennent en déduction des réserves consolidées.

21.7 – Impôt constaté dans les capitaux propres

L'impôt sur les éléments directement reconnus en capitaux propres s'élève à 414 millions d'euros à fin décembre 2012 et se décompose comme suit :

	31/12/2012	31/12/2011	Effet impôt sur flux net de la période
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	89	100	(11)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	(8)	(3)	(5)
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	335	233	102
Autres	(2)	(1)	(1)
TOTAL	414	329	85

Note 22 Provisions pour retraites et engagements assimilés

Le Groupe accorde à ses employés des avantages de natures diverses en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière, ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi en matière de couverture maladie et assurance-vie.

Par ailleurs, le Groupe accorde également des avantages à long terme au personnel en activité, essentiellement les médailles du travail et avantages similaires accordés principalement en France.

Les évaluations actuarielles sont en général réalisées selon un rythme annuel. Les hypothèses utilisées pour l'évaluation des engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé et sont spécifiées ci-dessous :

	Taux moyen pondéré Groupe		Dont États-Unis	
	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2011
Taux d'actualisation	3,5%	4,3%	3,75%	4,6%
Taux d'augmentation des salaires	2,4%	2,5%	N/A	N/A
Taux de rendement attendu des placements ⁽¹⁾	6,3%	6,9%	7,5%	8,0%

(1) Correspond au taux de l'année écoulée.

Les taux d'actualisation retenus sont déterminés sur la base des taux de rendement des obligations émises par des entreprises de bonne qualité (notées AA) ou des obligations d'État lorsque le marché n'est pas liquide, de maturité équivalente à la durée des régimes évalués. Aux États-Unis, un taux d'actualisation moyen est retenu sur la base d'une courbe déterminée à partir des taux d'obligations des entreprises notées AA et AAA.

Les taux d'actualisation dans les principales zones sont les suivants : 2,80% pour les régimes de durée 10 ans et 3,10 % pour les régimes de durée 15 ans dans la zone euro, 3,75 % aux États-Unis et 4,30 % au Royaume-Uni.

Concernant les engagements de retraite et indemnités de départ, une variation à la hausse de 0,5 point du taux d'actualisation diminuerait respectivement d'environ 202 millions d'euros et 4 millions d'euros le montant de l'engagement et le coût des services rendus. La même variation à la baisse augmenterait l'engagement de 226 millions d'euros et le coût des services rendus de 4 millions d'euros.

L'essentiel de l'engagement relatif aux frais médicaux concerne les États-Unis. Une variation à la hausse d'un point du taux des frais médicaux aux États-Unis augmenterait respectivement de 39 et 2 millions d'euros le montant de l'engagement et l'agrégation du coût des services rendus et du coût financier au titre de la couverture maladie postérieure à l'emploi. La même variation à la baisse diminuerait l'engagement de 33 millions d'euros et l'agrégation du coût des services rendus et du coût financier de 2 millions d'euros.

Aux États-Unis, en 2012, le taux d'augmentation des frais médicaux se fonde sur une tendance décroissante entre 2013 (7,67%) et 2023 (4,5 %).

En 2011, le taux d'augmentation des frais médicaux se fonde sur une tendance décroissante entre 2012 (8 %) et 2023 (4,5 %). En France, le taux d'augmentation des frais médicaux retenu est de 4 % en 2012. Le taux utilisé en 2011 était de 4,5%.

Engagements de retraite et indemnités de départ

Les engagements de retraite du Groupe concernent principalement les filiales nord-américaines et européennes. Ces régimes accordent le versement d'un capital au moment du départ en retraite ou d'une rente durant toute la retraite, dont le montant est fonction de l'ancienneté du salarié, de sa classification et du salaire de fin de carrière. Ils incluent également les retraites-chapeau accordées à certains cadres dirigeants leur garantissant un complément de revenu au-delà des régimes généraux et obligatoires.

La majorité de ces engagements de retraite font l'objet d'une couverture financière partielle ou totale par le biais de fonds externalisés. Au 31 décembre 2012, le montant des obligations partiellement ou totalement financées est de 2 550 millions d'euros et représente 83% du montant total de l'engagement du Groupe. Ces fonds ne sont pas investis en actifs du Groupe.

Les actifs des fonds externalisés sont essentiellement constitués d'actions (environ 32%), d'obligations (environ 57%), d'actifs immobiliers (environ 5%) et de disponibilités (environ 6 %).

Les principales contributions versées en 2012 au titre de ces actifs de couverture s'élèvent à 79 millions d'euros.

Les contributions qui seront versées pour l'exercice 2013 sont estimées à 52 millions d'euros.

Au 31 décembre 2012, le montant des provisions constituées au titre des engagements de retraite et des indemnités de fin de carrière s'élève à 1 488 millions d'euros (1 263 millions d'euros au 31 décembre 2011). Ces provisions ont été comptabilisées dans le passif non courant du bilan, la part courante étant considérée comme non significative comparée au montant total des engagements.

Les autres régimes de retraite dont bénéficient les salariés du Groupe correspondent à des régimes à cotisations définies, pour lesquels le Groupe n'a pas d'engagement au-delà du versement des cotisations, qui constituent des charges de période. Le montant des cotisations versées au titre de ces plans est de 70 millions d'euros pour l'exercice 2012 et était de 61 millions d'euros en 2011.

Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme : frais médicaux et assurance-vie postérieurs à l'emploi, médailles du travail

Les sociétés nord-américaines du Groupe accordent à leurs retraités le bénéfice de régimes de couverture de frais médicaux et d'assurance-vie sous certaines conditions d'âge et d'ancienneté. Ces engagements sociaux postérieurs à l'emploi ne font pas l'objet d'une couverture financière.

L'essentiel de l'engagement (79%) concerne les plans de couverture médicale des salariés nord-américains.

Les hypothèses retenues pour évaluer ces engagements sont identiques à celles appliquées pour les engagements de retraite de la zone concernée.

Les autres engagements à long terme intègrent divers plans de couverture de frais médicaux en Europe pour 76 millions d'euros et les médailles du travail comptabilisées sur la France pour 15 millions d'euros.

Au 31 décembre 2012, le montant des provisions constituées au titre de ces engagements s'élève à 488 millions d'euros (460 millions d'euros au 31 décembre 2011). Ces provisions ont été comptabilisées dans le passif non courant du bilan, la part courante étant considérée comme non significative comparée au montant total des engagements.

22.1 – Variation des provisions pour retraites et avantages assimilés

La variation des provisions pour retraites et avantages assimilés (nette des actifs) se détaille comme suit :

	Engagements de retraite et indemnités de départ	<i>Dont SE USA</i>	Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	<i>Dont SE USA</i>	Provisions pour retraites et avantages assimilés
31/12/2010	1 032	299	472	387	1 504
Charge de la période	70	3	(22)	(29)	48
Prestations versées	(28)	-	(21)	(20)	(49)
Cotisations versées	(83)	(66)	2	2	(81)
Éléments reconnus en capitaux propres	247	143	20	-	267
Écart de conversion	20	17	9	9	29
Variations de périmètre	(10)	-	(1)	-	(11)
Autres variations	15	(1)	1	-	16
31/12/2011	1 263	395	460	349	1 723
Charge de la période	74	(2)	11	(9)	85
Prestations versées	(33)	-	(29)	(20)	(62)
Cotisations versées	(103)	(9)	2	2	(101)
Éléments reconnus en capitaux propres	291	116	29	14	320
Écart de conversion	(10)	(10)	(7)	(6)	(17)
Variations de périmètre	6	-	21	-	27
Autres variations	-	-	1	2	1
31/12/2012	1 488	490	488	332	1 976

La variation des éléments bruts reconnus en capitaux propres se détaille comme suit :

	Engagements de retraite et indemnités de départ	Autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme	Provisions pour retraites et avantages assimilés
31/12/2010	462	(53)	409
Écarts actuariels sur obligation	222	18	240
Écarts actuariels sur actifs de couverture	25	-	25
Effet du plafonnement des actifs	-	-	-
31/12/2011	709	(35)	674
Écarts actuariels sur obligation	340	28	368
Écarts actuariels sur actifs de couverture	(49)	-	(49)
Effet du plafonnement des actifs	-	-	-
31/12/2012	1 000	(7)	993

22.2 – Provision pour engagements de retraite et indemnités de départ

Les variations annuelles des engagements, de la valeur de marché des placements ainsi que des actifs et provisions correspondantes figurant au bilan des comptes consolidés s'analysent comme suit :

	31/12/2012		31/12/2011	
	<i>Dont SE USA</i>		<i>Dont SE USA</i>	
1. Réconciliation des éléments du bilan				
Actifs de couverture de retraite et autres engagements assimilés	-	-	-	-
Provisions pour retraite et engagements assimilés	(1 488)	(490)	(1 263)	(395)
ACTIF / (PASSIF) NET RECONNU AU BILAN	(1 488)	(490)	(1 263)	(395)
2. Composantes de la charge nette comptabilisée en résultat				
Coûts des services rendus	48	3	41	2
Coût des services passés	1	-	1	-
Effet des liquidations /réductions de régimes	-	-	4	4
Coût financier (effet de l'actualisation)	116	55	110	53
Rendement attendu des actifs des régimes	(91)	(60)	(86)	(56)
CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU RESULTAT	74	(2)	70	3

	31/12/2012		31/12/2011	
	<i>Dont SE USA</i>		<i>Dont SE USA</i>	
3. Variation de la valeur actualisée des engagements				
Valeur actualisée des engagements en début d'exercice	2 685	1 210	2 340	1 034
Coûts des services rendus	48	3	41	2
Modifications de régime	1	-	1	4
Réductions et liquidations	-	-	4	-
Coût financier (effet de l'actualisation)	116	55	110	53
Cotisations versées par les salariés	4	-	4	-
Prestations versées	(119)	(54)	(100)	(47)
Variations de périmètre	8	-	(18)	-
Pertes (Gains) actuariels comptabilisés en capitaux propres	340	157	222	120
Écarts de conversion	(17)	(27)	62	44
Autres	(5)	-	19	-
VALEUR ACTUALISEE DES ENGAGEMENTS EN FIN D'EXERCICE	3 061	1 344	2 685	1 210

Les écarts actuariels ont été intégralement comptabilisés dans les autres réserves.

Ils résultent principalement des changements d'hypothèses actuarielles, notamment les taux d'actualisation utilisés dans la valorisation des engagements aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la zone euro.

Au 31 décembre 2012, les pertes actuarielles relatives aux effets d'expérience sur les engagements de retraite et indemnités de départ s'élèvent à 20 millions d'euros pour le Groupe.

Au 31 décembre 2011, les pertes actuarielles relatives aux effets d'expérience s'élevaient à 20 millions d'euros pour le Groupe contre 49 millions d'euros de gains au 31 décembre 2010. Au 31 décembre 2009, les gains actuariels relatifs aux effets d'expérience s'élevaient à 64 millions d'euros contre 445 millions d'euros de pertes au 31 décembre 2008.

	31/12/2012		31/12/2011	
	<i>Dont SE USA</i>		<i>Dont SE USA</i>	
4. Variation de la juste valeur des actifs des régimes				
Juste valeur des actifs des régimes en début d'exercice	1 421	814	1 304	735
Rendement attendu des actifs des régimes	91	60	86	56
Cotisations des salariés	4	-	4	-
Cotisations de l'employeur	103	9	83	66
Prestations versées	(86)	(54)	(72)	(47)
(Pertes) Gains actuariels reconnus en capitaux propres	49	41	(25)	(23)
Variations de périmètre	2	-	(8)	-
Écarts de conversion	(7)	(17)	42	27
Réductions et liquidations	-	-	-	-
Autres	(5)	-	7	-
JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES REGIMES EN FIN D'EXERCICE	1 572	853	1 421	814

Le rendement réel des actifs de couverture s'élève à 140 millions d'euros.

Les écarts actuariels ont été intégralement comptabilisés dans les autres réserves.

Ils résultent principalement des écarts entre les taux de rendement effectif et attendu des actifs aux États-Unis et en Suisse.

	31/12/2012		31/12/2011	
	Dont SE USA		Dont SE USA	
5. Couverture financière				
Valeur actualisée des engagements	(3 061)	(1 344)	(2 685)	(1 210)
Juste valeur des actifs du régime	1 572	853	1 421	814
Surplus / Déficit du régime	(1 489)	(491)	(1 264)	(396)
Effet des plafonnements d'actifs	-	-	-	-
<i>Éléments différés :</i>				
Modifications de régime non comptabilisées	1	1	1	1
(PASSIF) /ACTIF NET COMPTABILISE AU BILAN	(1 488)	(490)	(1 263)	(395)

Les montants des engagements de retraite et indemnités de départ, au titre de la période annuelle en cours et des cinq périodes annuelles précédentes, s'élèvent à :

	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
6. Données historiques					
Valeur actualisée des engagements	(3 061)	(2 685)	(2 340)	(2 055)	(2 036)
Juste valeur des actifs du régime	1 572	1 421	1 304	1 112	1 010
Surplus / Déficit du régime	(1 489)	(1 264)	(1 036)	(943)	(1 026)
Effet des plafonnements d'actifs	-	-	-	(1)	(2)
<i>Éléments différés :</i>					
Modifications de régime non comptabilisées	1	1	4	-	1
(PASSIF) /ACTIF NET COMPTABILISE AU BILAN	(1 488)	(1 263)	(1 032)	(944)	(1 027)

22.3 – Provision pour frais médicaux et assurance-vie postérieurs à l'emploi et avantages assimilés

Les variations des provisions pour autres avantages postérieurs à l'emploi et avantages à long terme se détaillent comme suit :

	31/12/2012	31/12/2011
1. Composantes de la charge nette comptabilisée en résultat		
Coûts des services rendus	17	7
Coût financier (effet de l'actualisation)	18	20
Rendement attendu des actifs des régimes	-	-
Coût des services passés	(2)	(7)
Effet des liquidations /réductions de régimes	(23)	(42)
Amortissement des écarts actuariels	1	-
CHARGE TOTALE COMPTABILISEE AU RESULTAT	11	(22)

Les amortissements des écarts actuariels concernent des avantages à long terme au personnel en activité notamment le régime des médailles du travail en France.

En 2012, la modification du plan des frais médicaux des États-Unis visant à limiter les obligations du Groupe envers les futurs retraités conduit à une diminution de l'engagement de 23 millions d'euros.

	31/12/2012	31/12/2011
2. Variation de la valeur actualisée des engagements		
Valeur actualisée des engagements en début d'exercice	440	445
Coûts des services rendus	17	7
Coût financier (effet de l'actualisation)	18	20
Cotisations des salariés	2	2
Prestations versées	(29)	(21)
Pertes (Gains) actuariels comptabilisés en capitaux propres	29	20
Modifications de régime	(23)	(41)
Variations de périmètre	21	(1)
Écarts de conversion	(7)	9
Autres (y compris réductions et liquidations)	2	-
VALEUR ACTUALISEE DES ENGAGEMENTS EN FIN D'EXERCICE	470	440

Les écarts actuariels ont été intégralement comptabilisés dans les autres réserves sauf pour les avantages à long terme au personnel en activité notamment le régime des médailles du travail en France où l'intégralité des écarts actuariels est comptabilisée en compte de résultat. Les écarts actuariels résultent des changements d'hypothèses actuarielles, en particulier le taux d'actualisation.

Au 31 décembre 2012, les pertes actuarielles relatives aux effets d'expérience sur les frais médicaux et assurance-vie postérieurs à l'emploi et avantages assimilés s'élèvent à 11 millions d'euros pour le Groupe. En 2011, les pertes actuarielles s'élevaient à 21 millions d'euros.

	31/12/2012	31/12/2011
3. Couverture financière		
Valeur actualisée des engagements	(470)	(440)
Éléments différés :		
Changement de régime non comptabilisé	(18)	(20)
PROVISION COMPTABILISEE AU BILAN	(488)	(460)

Les montants des frais médicaux et autres avantages assimilés, au titre de la période annuelle en cours et des cinq périodes annuelles précédentes, s'élèvent à :

	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
4. Données historiques					
Valeur actualisée des engagements	(470)	(440)	(445)	(406)	(401)
Éléments différés :					
Changement de régime non comptabilisé	(18)	(20)	(27)	(29)	(35)
PROVISION COMPTABILISEE AU BILAN	(488)	(460)	(472)	(435)	(436)

Note 23 Provisions

	Risques économiques	Risques commerciaux	Risques sur produits	Risques environnementaux	Restructurations	Autres risques	Provisions
31/12/2010	614	86	409	55	124	176	1 464
<i>dont part à plus d'un an</i>	275	35	104	26	21	127	588
Dotations	159	5	143	8	87	69	471
Effet d'actualisation	1	-	-	-	-	-	1
Reprises pour utilisation	(82)	(8)	(109)	(5)	(77)	(60)	(341)
Provisions devenues sans objet	(53)	(6)	(29)	(1)	(9)	(38)	(136)
Écarts de conversion	8	1	3	-	-	2	14
Variations de périmètre et autres	92	9	3	-	12	51	167
31/12/2011	739	87	420	57	137	200	1 640
<i>dont part à plus d'un an</i>	388	34	81	28	18	131	680
Dotations	121	14	150	3	112	126	526
Effet d'actualisation	-	-	-	-	-	6	6
Reprises pour utilisation	(65)	(12)	(143)	(13)	(90)	(107)	(430)
Provisions devenues sans objet	(94)	(7)	(40)	-	(22)	(14)	(177)
Écarts de conversion	(21)	(1)	(4)	-	-	(5)	(31)
Variations de périmètre et autres	20	15	27	23	(5)	101	181
31/12/2012	700	96	410	70	132	307	1 715
<i>dont part à plus d'un an</i>	430	44	93	55	12	151	785

(a) Risques économiques

Ces provisions couvrent notamment des risques fiscaux identifiés au cours de revues fiscales réalisées localement par les administrations fiscales et des risques financiers pour la plupart correspondant à des garanties données à des tiers sur certains actifs et passifs.

(b) Risques commerciaux

Ces provisions sont essentiellement constituées pour couvrir les risques relatifs aux produits vendus à des tiers. Ce risque réside dans les plaintes individuelles sur de prétendus défauts des produits et l'appel en responsabilité correspondant.

Les provisions pour risques commerciaux intègrent également les provisions pour pertes à terminaison sur divers contrats long terme pour 36 millions d'euros.

(c) Risques sur produits

Ces provisions sont constituées :

- des provisions statistiques pour garantie : le Groupe provisionne sur une base statistique l'ensemble des garanties données sur la vente de produits Schneider Electric au-delà des risques couverts par les assurances ;
- des provisions pour litiges sur des produits défectueux ;
- des provisions destinées à couvrir des campagnes de remplacement sur des produits clairement identifiés.

(d) Risques environnementaux

Ces provisions sont essentiellement destinées à couvrir les coûts des opérations de dépollution.

Les augmentations et diminutions des provisions retraitées dans le tableau de flux de trésorerie s'analyse comme suit :

PROVISION	31/12/2012
Dotations aux provisions	526
Reprises pour utilisation	(430)
Provision devenue sans objet	(177)
PROVISION TOTAL	(81)
Provisions pour retraite et avantages assimilés	4
TOTAL	(77)

Note 24 Dettes financières (courantes et non courantes)

La dette non courante s'analyse de la façon suivante :

	31/12/2012	31/12/2011
Emprunts obligataires	6 100	5 540
Autres emprunts auprès d'établissements de crédit	1 373	1 464
Financement des locations financières	11	7
Participation des salariés	13	12
Part court terme des emprunts obligataires	(587)	-
Part court terme des autres dettes long terme	(504)	(96)
DETTES FINANCIERES NON COURANTES	6 406	6 927

La dette courante s'analyse de la façon suivante :

	31/12/2012	31/12/2011
Billets de trésorerie	-	190
Intérêts courus non échus	147	132
Autres dettes	368	475
Tirage de lignes de crédit	-	-
Découverts et encours bancaires	120	217
Part court terme des emprunts obligataires	587	-
Part court terme des autres dettes long terme	504	96
Dettes financières courantes	1 726	1 110
DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES	8 132	8 037

24.1 – Répartition par échéance

	31/12/2012			31/12/2011
	Principaux	Intérêts	Swaps	Principaux
2012	-	-	-	1 110
2013	1 726	274	3	1 181
2014	1 083	202	5	1 158
2015	1 061	153	2	998
2016	761	140	-	792
2017	1 148	110	-	1 049
2018 et au-delà	2 353	165	-	1 749
TOTAL	8 132	1 044	10	8 037

24.2 – Répartition par devise

	31/12/2012	31/12/2011
Euro	5 993	6 272
Dollar américain	1 266	728
Yen japonais	312	384
Real brésilien	204	147
Yuan chinois	100	78
Roupie indienne	95	233
Roupie indonésienne	32	16
Autres	130	179
TOTAL	8 132	8 037

24.3 – Emprunts obligataires

	31/12/2012	31/12/2011	Taux d'intérêt	Échéance
Schneider Electric SA 2013	587	605	CMS 10 + 1,000 % TV et 6,750 % TF	juillet 2013
Schneider Electric SA 2014	726	730	Libor USD + 0,490 % TV et 4,500 % TF	janvier 2014
Schneider Electric SA 2015	749	749	5,375 % TF	janvier 2015
Schneider Electric SA 2016	708	736	Euribor + 0,600 % TV et 0,849 %, 0,846 %, 2,875 % TF	juillet, novembre, décembre 2016
Schneider Electric SA 2017	994	987	4,000 % TF	août 2017
Schneider Electric SA 2018	744	743	3,750 % TF	juillet 2018
Schneider Electric SA 2019	496	495	3,500 % TF	janvier 2019
Schneider Electric SA 2020	495	495	3,625 % TF	juillet 2020
Schneider Electric SA 2022	601	-	2,950 % TF	septembre 2022
TOTAL	6 100	5 540		

Schneider Electric SA a réalisé au cours des derniers exercices des émissions obligataires sur différents marchés :

- aux Etats Unis, à travers un placement privé uniquement réservé aux investisseurs institutionnels (SEC Rule 144A) pour 800 millions d'USD, mis en place en septembre 2012, au taux de 2,950 % et arrivant à échéance en septembre 2022 ;
- dans le cadre de son programme d'*Euro Medium Term Notes* ("EMTN"), emprunts étant admis aux négociations de la Bourse du Luxembourg. À la clôture de l'exercice 2012, les émissions non arrivées à l'échéance sont les suivantes :
 - 22,5 milliards de JPY, mis en place en 2011 se décomposant en deux tranches, une première de 12,5 milliards à 0,849 % émise en novembre et à échéance novembre 2016, et une seconde de 10 milliards émise en décembre à 0,84625 % à échéance décembre 2016 ;
 - 500 millions d'euros mis en place en septembre 2011, au taux de 3,5 %, arrivant à échéance en janvier 2019 ;
 - 750 millions d'euros mis en place en juillet 2011, au taux de 3,75 %, arrivant à échéance en juillet 2018 ;
 - 300 millions d'USD mis en place en juillet 2011, à taux variable indexé sur le Libor USD 3 mois, à échéance juillet 2014 ;
 - 300 et 200 millions d'euros, mis en place successivement en juillet et en octobre 2010, au taux de 2,875 %, arrivant à échéance le 20 juillet 2016 ;
 - 500 millions d'euros mis en place en juillet 2010 au taux de 3,625 % arrivant à échéance le 20 juillet 2020 ;
 - 150 millions d'euros mis en place en mai 2009 sous la forme d'un abondement de la souche de 600 millions d'euros échéance 8 janvier 2015 au taux de 5,375 % mis en place en octobre 2007, portant ainsi la souche à 750 millions d'euros ;
 - 250 millions d'euros mis en place en mars 2009 sous la forme d'un abondement de la souche de 780 millions d'euros à 12 ans au taux de 4 % mis en place en août 2005, portant ainsi la souche à 1,03 milliard d'euros ;
 - 750 millions d'euros mis en place en janvier 2009 au taux de 6,75 % arrivant à échéance le 16 juillet 2013 ; en juillet 2010, cet emprunt a fait l'objet d'un remboursement partiel pour 263 millions d'euros ;
 - 100 millions d'euros mis en place en juillet 2008 portant intérêt à un taux variable indexé sur le CMS 10 ans (Constant Maturity Swap) et arrivant à échéance le 31 juillet 2013 ;
 - 12 millions d'euros correspondant au montant actualisé des coupons à payer au titre d'un emprunt obligataire de 177 millions d'euros émis le 25 juillet 2008 et rémunéré à un taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois et à échéance du 25 juillet 2016 ; le

montant nominal de l'emprunt n'est pas comptabilisé du fait de la renonciation dès l'origine par le souscripteur, au remboursement du principal, en contrepartie du transfert sans recours à son profit des flux de trésorerie futurs attendus au titre d'une demande de remboursement d'une créance fiscale ;

- 180 millions d'euros mis en place en avril 2008 sous la forme d'un abondement de la souche de 600 millions d'euros à 12 ans au taux de 4 % mis en place en août 2005, portant ainsi la souche à 780 millions d'euros ;
- 600 millions d'euros mis en place en octobre 2007 au taux de 5,375 % arrivant à échéance le 8 janvier 2015 ;
- 1 milliard d'euros mis en place en juillet 2006 se décomposant en deux tranches, une tranche à 5 ans et à taux variable indexé sur l'Euribor 3 mois pour 500 millions d'euros et une tranche à 7 ans et demi au taux de 4,5 % pour 500 millions d'euros. La première tranche a été remboursée à son échéance le 17 juillet 2011 ;
- 600 millions d'euros mis en place en août 2005 au taux de 4 % arrivant à échéance en août 2017.

Pour toutes ces transactions, les primes et frais d'émission sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

24.4 – Autres informations

Au 31 décembre 2012 les lignes de crédit confirmées de Schneider Electric SA s'élèvent à 2,4 milliards d'euros, aucune n'étant utilisée à cette date.

Les contrats d'emprunts et lignes de crédit ne contiennent pas d'engagement de respect de ratios financiers ni de clauses de remboursement en cas de dégradation de la notation de la dette long terme du Groupe.

Note 25 Autres dettes à long terme

	31/12/2012	31/12/2011
Dettes sur acquisition 2010 *	25	25
Dettes sur acquisition d'Electroshield TM Samara	50	50
Dettes sur valorisation de Luminous	72	76
Autres	48	84
AUTRES DETTES A LONG TERME	195	235

* Acquisitions de D5X, Vizelia et Energy Pool.

La dette sur valorisation Luminous correspond aux engagements du Groupe sur les 26 % d'intérêts minoritaires de Luminous.

Note 26 Instruments financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers afin de gérer son exposition aux risques de taux, de change, et de variation des cours de métaux.

Comme une part significative des transactions du Groupe sont libellées en devises autres que l'Euro, le Groupe est exposé au risque de change. Les principaux risques de change sont liés au dollar U.S. et au yuan chinois. Le Groupe utilise des instruments dérivés afin de couvrir le risque de change principalement par des contrats à terme et de la couverture naturelle.

Les fluctuations des taux d'intérêts impactent les charges et les produits d'intérêts ainsi que la valeur des actifs et passifs financiers du Groupe. Le risque sur le taux d'intérêt de la dette est géré au niveau du Groupe sur la base de la dette consolidée en tenant compte des conditions de marché afin d'optimiser le coût de la dette. Le Groupe utilise des instruments dérivés afin de couvrir le risque de taux d'intérêt par des contrats de swaps.

Le Groupe est exposé aux fluctuations du prix des matières premières tel que l'acier, le cuivre, l'aluminium, l'argent, le plomb, le nickel, le zinc et les plastiques. Le Groupe est aussi exposé aux fluctuations des prix de l'énergie. Le Groupe utilise des instruments dérivés afin de couvrir le risque de fluctuations du prix des matières premières et de l'énergie par des contrats à terme et des options.

L'exposition du Groupe à ces différents risques est détaillée dans la partie "facteurs de risques" du Document de Référence.

26.1 – Valeurs d’inventaire et valeurs nominales des instruments financiers dérivés

	31/12/2011		31/12/2012			31/12/2012		
	Qualification IFRS	Valeur d’inventaire	Variation de la période			Nominal des contrats		
			Compte de résultat ⁽¹⁾	Capitaux Propres ⁽²⁾	Autres	Valeur d’inventaire	Vente	Achat
Change								
Contrats à terme en couverture de flux futurs	CFH *	(59)	33	1	1	(24)	-	(738)
Contrats à terme en couverture d’investissements nets	NIH *	(50)	4	76	-	30	1 007	(199)
Contrats à terme et options en couverture d’éléments bilantiels	Trading/FVH *	(84)	117	1	-	34	3 386	(2 268)
Métaux								
Couvertures fermes et optionnelles	CFH *	(12)	-	10	-	(2)	-	(236)
Paiements sur la base d’actions								
Options d’achat	CFH *	34	30	8	(2)	70	-	(141)
Taux								
Swaps de taux d’intérêt	CFH */FVH *	(14)	(10)	10	-	(14)	-	(1 126)
INSTRUMENTS FINANCIERS								
DERIVES		(185)	174	106	(1)	94		

* Cash Flow Hedge / Fair Value Hedge / Net Investment Hedge.
(1) Les effets sur le résultat de la période sont compensés par les variations de juste valeur des éléments sous-jacents également enregistrées dans le résultat net.
(2) Ces éléments sont présentés en réserves consolidées ou en différence de conversion dans les capitaux propres.
(3) La couverture porte sur 3 317 727 actions Schneider Electric dans le cadre du programme de SARs aux États-Unis.

La valeur d’inventaire correspond à la juste valeur des instruments financiers.

26.2 – Couverture de change

Nominal des contrats à terme en couverture d’investissements nets et d’éléments bilantiels par principales devises

	31/12/2012		
	Ventes	Achats	Nets
USD	2 664	(1 460)	1 204
SGD	392	(246)	146
HKD	278	(116)	162
GBP	300	(80)	220
AUD	253	(109)	144
NOK	129	(2)	127
AED	104	(5)	99
HUF	46	(61)	(15)
SAR	94	(8)	86
CAD	-	(65)	(65)
PLN	3	(32)	(29)
SEK	4	(30)	(26)
DKK	34	-	34
CHF	17	(16)	1
RUB	30	-	30
JPY	3	(23)	(20)
Autres	41	(213)	(172)
TOTAL	4 392	(2 466)	1 926

Ces contrats à terme sur devises consistent en une position nette vendeuse de 1 586 millions d'euros sur les couvertures de financements des filiales, et une position nette vendeuse de 340 millions d'euros sur les couvertures de flux opérationnels.

Les autres contrats à termes sur devises, en couverture de flux futurs, concernent principalement les devises USD, BRL et JPY.

26.3 – Impact des instruments financiers

Au 31/12/2012	Effet sur le résultat	Effet sur les capitaux propres		
		Juste valeur	Conversion	Autres
Actifs disponibles à la vente	24	(25)	9	-
Prêts et créances	36	-	(85)	-
Dettes au coût amorti ou à juste valeur	(385)	-	(104)	-
Instruments dérivés	174	106	(1)	-
TOTAL	(151)	81	(181)	-

Au 31/12/2011	Effet sur le résultat	Effet sur les capitaux propres		
		Juste valeur	Conversion	Autres
Actifs disponibles à la vente	6	(60)	9	-
Prêts et créances	30	-	78	-
Dettes au coût amorti ou à juste valeur	(331)	-	(158)	-
Instruments dérivés	(38)	(73)	(2)	-
TOTAL	(333)	(133)	(73)	-

- Les impacts des instruments financiers, par nature d'instrument, sur le résultat d'une part et sur les capitaux propres d'autre part, sont les suivants :
- les principaux impacts sur le résultat sont des produits et charges d'intérêts ;
- les impacts sur les capitaux propres sont principalement liés à l'évaluation des actifs disponibles à la vente et des instruments dérivés, ainsi qu'aux écarts de conversion des prêts, créances et dettes en devises.

26.4 – Échéancier des actifs et passifs financiers

	1 an	1 à 5 ans	Au-delà
Passifs financiers	(1 726)	(4 052)	(2 354)
Actifs financiers	3 737	60	-
POSITION NETTE AVANT GESTION	2 011	(3 992)	(2 354)

26.5 – Bilan par catégorie d'instruments financiers

	31/12/2012			Ventilation par catégorie d'instruments		
<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente AFS	Prêts, créances et dettes au coût amorti	Instruments dérivés
ACTIF						
Actifs financiers disponibles à la vente	213	213	-	213	-	-
Autres actifs financiers non courants	108	108	-	-	108	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	321	321	-	213	108	-
Actif courant :						
Clients et créances d'exploitation	5 289	5 289	-	-	5 289	-
Autres créances	170	170	-	-	-	170
Actif financier courant	127	127	127	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	1 720	1 720	1 720	-	-	-
TOTAL ACTIFS COURANTS	7 306	7 306	1 847	-	5 289	170
PASSIF						
Dettes financières non courantes :						
Dettes financières à plus d'un an	6 406	6 934	-	-	6 934	-
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	6 406	6 934	-	-	6 934	-
Dettes courantes :						
Fournisseurs et dettes d'exploitation	4 190	4 190	-	-	4 190	-
Autres dettes	112	112	-	-	36	76
Dettes financières courantes	1 726	1 742	-	-	1 742	-
TOTAL PASSIFS COURANTS	6 028	6 044	-	-	5 968	76

	31/12/2011			Ventilation par catégorie d'instruments		
<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente AFS	Prêts, créances et dettes au coût amorti	Instruments dérivés
ACTIF						
Actifs financiers disponibles à la vente	296	296	-	296	-	-
Autres actifs financiers non courants	261	261	-	-	261	-
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	557	557	-	296	261	-
Actif courant :						
Clients et créances d'exploitation	5 402	5 402	-	-	5 402	-
Autres créances	82	82	-	-	-	82
Actif financier courant	104	104	104	-	-	-
Valeurs mobilières de placement	634	634	634	-	-	-
TOTAL ACTIFS COURANTS	6 222	6 222	738	-	5 402	82
PASSIF						
Dettes financières non courantes :						
Dettes financières à plus d'un an	6 927	7 248	-	-	7 248	-
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	6 927	7 248	-	-	7 248	-
Dettes courantes :						
Fournisseurs et dettes d'exploitation	4 094	4 094	-	-	4 094	-
Autres dettes	292	292	-	-	25	267
Dettes financières courantes	1 110	1 110	-	-	1 110	-
TOTAL PASSIFS COURANTS	5 496	5 496	-	-	5 229	267

26.6 – Hiérarchie de juste valeur

La répartition des instruments financiers par niveau de juste valeur est la suivante :

				31/12/2012
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres de participation non consolidés	60	-	153	213
Dérivés nets des passifs	-	94	-	94
Valeurs mobilières de placement	1 720	-	-	1 720
ACTIFS NETS EVALUES A LA JUSTE VALEUR	1 780	94	153	2 027

				31/12/2011
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres de participation non consolidés	191	-	105	296
Dérivés nets des passifs	-	(185)	-	(185)
Valeurs mobilières de placement	634	-	-	634
ACTIFS NETS EVALUES A LA JUSTE VALEUR	825	(185)	105	745

Note 27 Effectifs

27.1 – Effectifs

Les effectifs moyens, temporaires et permanents du Groupe ont évolué comme suit :

<i>(en nombre de personnes)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Production	75 601	70 610
Structure	76 783	69 881
EFFECTIFS MOYENS	152 384	140 491
<i>Ventilation par zone :</i>		
EMEAS *	71 737	68 392
Amérique du Nord	29 286	27 245
Asie Pacifique	51 361	44 854

* Europe, Moyen-Orient, Afrique, Amérique du Sud.

La variation des effectifs moyens est principalement liée aux entités acquises en 2012.

27.2 – Charges de personnel

	31/12/2012	31/12/2011
Coût du personnel	(5 924)	(5 362)
Participation et intéressement	(59)	(70)
Stock-options et actions gratuites	(57)	(51)
Plan d'actionnariat salarié	-	(9)
CHARGES DE PERSONNEL	(6 040)	(5 492)

27.3 – Avantages accordés aux principaux dirigeants

En 2012, le Groupe a versé aux membres de son Conseil de Surveillance 0,80 million d'euros au titre des jetons de présence. Le montant total des rémunérations brutes, y compris les avantages en nature, versées en 2012 par les sociétés du Groupe aux membres de la Direction Générale hors membres du Directoire, s'est élevé à 12,7 millions d'euros, dont 5,4 millions d'euros au titre de la part variable.

Sur les trois derniers exercices, 409 750 actions de performance ont été attribuées aux membres de la Direction Générale (y compris membres du Directoire). Aucune option d'achat et de souscription d'actions n'a été attribuée depuis décembre 2009. Aucune action de performance n'a été attribuée au cours de l'exercice 2012. Depuis le 16 décembre 2011, 100% des actions de performance sont soumises à conditions de performance pour les membres du Comité Exécutif.

Le montant des engagements de retraite au titre des dirigeants net d'actifs est de 17 millions d'euros au 31 décembre 2012, contre 76 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Se référer au chapitre 3 paragraphe 8 du Document de Référence pour plus de détails relatifs aux membres de la Direction Générale.

Note 28 Opérations avec des parties liées

28.1 – Entreprises associées

Il s'agit essentiellement des sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence. Les transactions avec ces parties liées sont réalisées à des prix de marché.

Sur l'exercice 2012, ces transactions ne sont pas significatives.

28.2 – Parties liées exerçant une influence notable

Au cours de l'exercice, aucune opération non courante n'a été réalisée avec les membres des organes de Direction.

Les rémunérations et avantages accordés aux principaux dirigeants sont présentés dans la note 27.3.

Note 29 Engagements et passifs éventuels

29.1 – Cautions, avals et garanties

	31/12/2012	31/12/2011
Cautions de contre-garantie sur marchés ⁽¹⁾	859	934
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles ⁽²⁾	9	15
Avals, cautions et garanties donnés	-	-
Autres engagements donnés ⁽³⁾	267	318
GARANTIES DONNEES	1 135	1 267
Avals, cautions et garanties reçus	67	71
GARANTIES REÇUES	67	71

(1) Dans certains contrats, les clients exigent d'obtenir une garantie bancaire attestant que le Groupe remplira ses obligations contractuelles dans leur totalité. Pour ces contrats, le Groupe donne une contre-garantie à la banque. Si une plainte est déposée, le risque associé à l'engagement est évalué et une provision pour risques est enregistrée dès lors que le risque est considéré comme probable et que son estimation repose sur des bases raisonnables.

(2) Des nantissements d'actifs corporels ou financiers sont fournis pour garantir certains prêts.

(3) Les autres engagements donnés comprennent notamment des garanties données en paiement de loyers.

29.2 – Engagements d'achats

Titres de participation

Les engagements d'achats de titres de participation représentent les engagements contractuels pris par le Groupe pour l'achat de minoritaires de sociétés consolidées ou pour le complément de prix éventuel pour des opérations réalisées. Au 31 décembre 2012, le seul montant significatif de ces engagements correspond à 26% de Luminous et a été valorisé à hauteur de 72 millions d'euros en Autres Dettes.

Prestations de services informatiques

Le Groupe est lié à la société Capgemini dans le cadre d'un accord d'externalisation infogérance de certaines fonctions informatiques en Europe et la mise en œuvre d'un système d'applications de gestion communes sous le progiciel SAP. Ce système global a été déployé depuis 2007 dans plusieurs pays. Au titre de ce système, Schneider Electric a capitalisé à fin décembre 2012 des coûts pour un montant net de 91 millions d'euros. Ces coûts sont amortis depuis 2009 selon un mode progressif sur 7 années glissantes, en fonction du nombre d'utilisateurs au fur et à mesure du déploiement dans le monde.

Au titre de l'exercice 2012, les coûts relatifs à l'infogérance s'élèvent contractuellement à environ 100 millions d'euros incluant les effets volumes et l'indexation prévus au contrat (100 millions d'euros sur l'exercice 2011).

29.3 – Passifs éventuels

D'une manière générale, la Direction considère que les provisions constituées au bilan, au titre des litiges connus à ce jour et auxquels le Groupe est partie, devraient être suffisantes pour qu'ils n'affectent pas de manière substantielle la situation financière ou les résultats du Groupe. Il en est en particulier ainsi pour les conséquences possibles du litige impliquant actuellement en Belgique d'anciens dirigeants et cadres du Groupe.

Le Groupe a conclu un accord d'entreprise relatif au Droit Individuel à la Formation. Le Groupe a appliqué dans ses comptes le traitement préconisé par les normes françaises pour le DIF, conformément à l'avis 2004-F du Comité d'urgence du CNC relatif à la comptabilisation du DIF. Les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement. Le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits des salariés des entités françaises du Groupe est de 1 526 922 heures au 31 décembre 2012.

Note 30 Événements postérieurs à la clôture

En février 2013, le Groupe a reçu la notification de la résolution d'un litige aux Etats-Unis en faveur de Schneider Electric qui se traduira par un remboursement d'impôt de 58 millions de dollars U.S.

Note 31 Honoraires des Commissaires aux comptes

Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice 2012				
	Ernst & Young	%	Mazars	%	Total
Audit					
Commissariat aux comptes	9 975	87%	7 394	96%	17 369
<i>dont Schneider Electric SA</i>	100		100		
<i>dont filiales</i>	9 875		7 294		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du CAC	1 217	11%	342	4%	1 559
<i>dont Schneider Electric SA</i>	188		-		188
<i>dont filiales</i>	1 029		342		1 371
Sous-total Audit	11 192	98%	7 736	100%	18 928
Autres prestations Juridique, fiscal	233	2%	-	-	233
TOTAL HONORAIRES	11 425	100%	7 736	100%	19 161

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice 2011				
	Ernst & Young	%	Mazars	%	Total
Audit					
Commissariat aux comptes	9 922	91 %	7 057	93 %	16 979
<i>dont Schneider Electric SA</i>	100		100		
<i>dont filiales</i>	9 822		6 957		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du CAC	788	7 %	506	7 %	1 294
<i>dont Schneider Electric SA</i>	-		-		
<i>dont filiales</i>	788		506		
Sous-total Audit	10 710	98 %	7 563	100 %	18 273
Autres prestations Juridique, fiscal	212	2 %	-	0 %	212
TOTAL HONORAIRES	10 922	100 %	7 563	100 %	18 485

Note 32 Liste des sociétés consolidées

Les principales sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe Schneider Electric sont indiquées dans la liste ci-après.

		% d'intérêt 31/12/2012	% d'intérêt 31/12/2011
Sociétés en Europe			
<i>En intégration globale</i>			
Crouzet GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Elso GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Kavlico GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Merten GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Merten Holding GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Automation Deutschland GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Automation GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Germany GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Deutschland Energy GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Deutschland GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Energy GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Motion Deutschland GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Motion Real Estate GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Sachsenwerk GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Telvent Deutschland GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Uniflair GmbH	Allemagne	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Austria AG	Autriche	100,0	100,0
Schneider Electric Austria GmbH	Autriche	100,0	100,0
Schneider Electric Power Drives GmbH	Autriche	100,0	100,0
Cofibel SA	Belgique	100,0	100,0
Compagnie Financière, Minière et Industrielle SA - Cofimines	Belgique	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Belgium SA	Belgique	100,0	100,0
Schneider Electric SA	Belgique	100,0	100,0
Schneider Electric Services International SPRL	Belgique	100,0	100,0
Summit Energy International BVBA	Belgique	100,0	100,0
Schneider Electric Bulgaria EOOD	Bulgarie	100,0	100,0
Schneider Electric d.o.o	Croatie	100,0	100,0
JO-EL Electric A/S	Danemark	100,0	100,0
Ørbaekvej 280 A/S	Danemark	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Denmark A/S	Danemark	100,0	100,0
Schneider Electric Danmark A/S	Danemark	100,0	100,0
Schneider Electric IT Denmark ApS	Danemark	100,0	100,0
Schneider Nordic Baltic A/S	Danemark	100,0	100,0
EFI Electronics Europe SL	Espagne	100,0	100,0
Manufacturas Electricas SA	Espagne	100,0	100,0
Schneider Electric IT, Spain SL	Espagne	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Spain SL	Espagne	100,0	100,0
Schneider Electric Espana SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Arce Sistemas, SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Energia SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Environment SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Export SL	Espagne	100,0	100,0
Telvent GIT SA	Espagne	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2012	% d'intérêt 31/12/2011
Telvent Global Services, SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Servicios Compartidos SA	Espagne	100,0	100,0
Telvent Trafico y Transporte SA	Espagne	100,0	100,0
Trafico Ingenieria SA	Espagne	100,0	100,0
Uniflair Iberica SA	Espagne	100,0	100,0
Schneider Electric EESTI AS	Estonie	100,0	100,0
I-Valo Oy	Finlande	100,0	100,0
Oy Lexel Finland Ab	Finlande	100,0	100,0
Pelco Finland Oy	Finlande	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Finland OY	Finlande	100,0	100,0
Schneider Electric Finland Oy	Finlande	100,0	100,0
Strömfors Electric Oy	Finlande	100,0	100,0
Vamp OY	Finlande	100,0	100,0
Alombard SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Protection et Contrôle SAS	France	100,0	100,0
BCV Technologies SAS	France	100,0	100,0
BEI Ideacod SAS	France	100,0	100,0
Boissière Finance SNC	France	100,0	100,0
Construction Electrique du Vivarais SAS	France	100,0	100,0
Crouzet Automatismes SAS	France	100,0	100,0
D5X	France	100,0	100,0
Dinel SAS	France	100,0	100,0
Energy Pool Developpement	France	100,0	100,0
Epsys SAS	France	100,0	100,0
France Transfo SAS	France	100,0	100,0
Infraplus SAS	France	100,0	100,0
Merlin Gerin Alès SAS	France	100,0	100,0
Merlin Gerin Alpes SAS	France	100,0	100,0
Merlin Gerin Loire SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric IT France	France	100,0	100,0
Muller & Cie SA	France	100,0	100,0
Newlog SAS	France	100,0	100,0
Prodipact SAS	France	100,0	100,0
Rectiphase SAS	France	100,0	100,0
Sarel - Appareillage Electrique SAS	France	99,0	99,0
Scanelec SAS	France	100,0	100,0
Schneider Automation SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Energy France SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Foncière SAS - S.E.L.F.	France	100,0	100,0
Schneider Electric France SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Holding Amérique du Nord SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Holding Europe SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Industries SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric International SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric Manufacturing Bourguebus SAS	France	100,0	100,0
Schneider Electric SA (Société mère)	France	100,0	100,0
Schneider Electric Telecontrol SAS	France	100,0	100,0
Schneider Toshiba Inverter Europe SAS	France	60,0	60,0
Schneider Toshiba Inverter SAS	France	60,0	60,0
Société d'Appareillage Electrique Gardy SAS	France	100,0	100,0
Société d'Application et d'Ingenierie Industrielle et Informatique SAS - SA3I	France	100,0	100,0
Société Electrique d'Aubenas SAS	France	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2012	% d'intérêt 31/12/2011
Société Française de Construction Mécanique et Electrique SA	France	100,0	100,0
Société Française Gardy SA	France	100,0	100,0
Systèmes Equipements Tableaux Basse Tension SAS	France	100,0	100,0
Transfo Services SAS	France	100,0	100,0
Transformateurs Petit Quevilly	France	100,0	
Schneider Electric AE	Grèce	100,0	100,0
Schneider Electric IT Greece ABEE	Grèce	100,0	100,0
CEE Schneider Electric Közép-Kelet Europai Korlatolt Felelősségű Tarsasag	Hongrie	100,0	100,0
Schneider Electric IT Hungary Kft	Hongrie	100,0	100,0
Schneider Electric Hungaria Villamassagi ZRT	Hongrie	100,0	100,0
APC (EMEA) Ltd	Irlande	100,0	100,0
Schneider Electric Ireland	Irlande	100,0	100,0
Schneider Electric IT Logistics Europe Ltd	Irlande	100,0	100,0
Square D Company Ireland Ltd	Irlande	100,0	100,0
Crouzet Componenti Srl	Italie	100,0	100,0
SAIP & Schyller Spa	Italie	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Manufacturing Italia Srl	Italie	100,0	100,0
Schneider Electric Industrie Italia Spa	Italie	100,0	100,0
Schneider Electric IT Italia Srl	Italie	100,0	100,0
Schneider Electric Spa	Italie	100,0	100,0
Uniflair Spa	Italie	100,0	100,0
Lexel Fabrika SIA	Lettonie	100,0	100,0
Schneider Electric Baltic Distribution Center	Lettonie	100,0	100,0
Schneider Electric Latvija SIA	Lettonie	100,0	100,0
UAB Schneider Electric Lietuva	Lituanie	100,0	100,0
Comodot S.à r.l.	Luxembourg	100,0	100,0
Industrielle de Réassurance SA	Luxembourg	100,0	100,0
SGBT Finance Partner	Luxembourg	100,0	100,0
SGBT European Major Investments SA	Luxembourg	100,0	100,0
SHL Luxembourg S.à r.l.	Luxembourg	99,8	99,8
ELKO AS	Norvège	100,0	100,0
Lexel Holding Norgue AS	Norvège	100,0	100,0
Schneider Electric IT Norway AS	Norvège	100,0	100,0
Schneider Electric Norge AS	Norvège	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Norway AS	Norvège	100,0	100,0
American Power Conversion Corp (A.P.C.) BV	Pays Bas	100,0	100,0
APC Holdings BV	Pays Bas	100,0	100,0
APC International Corporation BV	Pays Bas	100,0	100,0
APC International Holdings BV	Pays Bas	100,0	100,0
Pelco Europe BV	Pays Bas	100,0	100,0
Pro-Face HMI BV (sous-groupe)	Pays Bas	99,9	99,9
Schneider Electric BV	Pays Bas	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Netherlands BV	Pays Bas	100,0	100,0
Schneider Electric Logistic Centre BV	Pays Bas	100,0	100,0
Schneider Electric Manufacturing The Netherlands BV	Pays Bas	100,0	100,0
Telvent Netherlands BV	Pays Bas	100,0	100,0
U.P.S. Systems MGE BV	Pays Bas	100,0	100,0
Elda Eltra S.A. (ex Eltra SA)	Pologne	100,0	100,0
Schneider Electric Energy Poland Sp. Z.o.o.	Pologne	100,0	100,0
Schneider Electric Industries Polska SP	Pologne	100,0	100,0
Schneider Electric IT Poland Sp. Z.o.o	Pologne	100,0	100,0
Schneider Electric Polska SP	Pologne	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2012	% d'intérêt 31/12/2011
Schneider Electric II IT Portugal LDA	Portugal	100,0	100,0
Schneider Electric Portugal LDA	Portugal	100,0	100,0
Telvent Portugal SA	Portugal	100,0	100,0
Schneider Electric AS	République Tchèque	98,3	98,3
Schneider Electric CZ sro	République Tchèque	100,0	100,0
Schneider Electric Romania SRL	Roumanie	100,0	100,0
Andromeda Telematics Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
APC Power and Cooling, UK Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
APC UK Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
C-Matic Systems Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
CBS Group Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
Crouzet Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
Crydom SSR Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
Newall Measurement Systems Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
Schneider Electric (UK) Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings UK Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
Schneider Electric Energy UK Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
Schneider Electric IT UK Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
Schneider Electric Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
Serck Control and Safety Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
Serck Controls Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
M&C Energy Group Ltd	Royaume-Uni	100,0	100,0
DIN Elektro Kraft OOO	Russie	100,0	100,0
LLC Schneider Electric Zavod ElectroMonoblock	Russie	100,0	100,0
OOO schneider Electric Buildings (Russia)	Russie	100,0	100,0
OOO Lexel Elektromaterialy (SPB)	Russie	100,0	100,0
Schneider Electric Equipment Kazan Ltd	Russie	100,0	100,0
ZAO Potential	Russie	100,0	100,0
ZAO Schneider Electric	Russie	100,0	100,0
Schneider Electric Srbija doo Beograd	Serbie	100,0	100,0
Schneider Electric Slovakia Spol SRO	Slovaquie	100,0	100,0
Schneider Electric d.o.o.	Slovenie	100,0	100,0
AB Crahftere 1	Suède	100,0	100,0
AB Wibe	Suède	100,0	100,0
Elau AB	Suède	100,0	100,0
Elektriska AB Delta	Suède	100,0	100,0
Elko AB	Suède	100,0	100,0
Lexel AB	Suède	100,0	100,0
Pelco Sweden AB	Suède	100,0	100,0
Pele Security AB	Suède	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings AB	Suède	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Sweden AB	Suède	100,0	100,0
Schneider Electric Distribution Centre AB	Suède	100,0	100,0
Schneider Electric IT Sweden AB	Suède	100,0	100,0
Schneider Electric Sverige AB	Suède	100,0	100,0
Telvent Sweden AB	Suède	100,0	100,0
Thorsman & Co AB	Suède	100,0	100,0
Crouzet AG	Suisse	100,0	100,0
Feller AG	Suisse	83,7	83,7
Gutor Electronic GmbH	Suisse	100,0	100,0
Schneider Electric IT Switzerland AG	Suisse	100,0	100,0
Schneider Electric Finances SA	Suisse	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2012	% d'intérêt 31/12/2011
Schneider Electric (Schweitz) AG	Suisse	100,0	100,0
Schneider Electric Ukraine	Ukraine	100,0	100,0
<i>Sociétés en intégration proportionnelle</i>			
Keyland Sistemas de Gestion SL	Espagne	50,0	50,0
Telvent DMS LLC for Power Engineering Nove Sad	Serbie	57,0	57,0
<i>Sociétés mises en équivalence</i>			
Aveltys	France	51,0	
Delta Dore Finance SA (sous-groupe)	France	20,0	20,0
Møre Electric Group A/S	Norvège	34,0	34,0
Electroshield TM Samara (sous-groupe)	Russie	50,0	50,0
Sociétés en Amérique du Nord			
<i>En intégration globale</i>			
Control Microsystems Inc.	Canada	100,0	100,0
Juno Lighting Ltd	Canada	100,0	100,0
Novasena 1 ULC	Canada	100,0	100,0
Novasena 2 ULC	Canada	100,0	100,0
Power Measurement Ltd	Canada	100,0	100,0
Schneider Electric Canada Inc.	Canada	100,0	100,0
Telvent Canada Ltd	Canada	100,0	100,0
Viconics Technologies Inc.	Canada	100,0	100,0
Automatismo Crouzet De Mexico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Custom Sensors & Technologies Mexico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Custom Sensors & Technologies Transportation de México, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Gestion Integral de Proyectos y Ingenieria, SA de CV	Mexique	99,8	99,8
Industrias Electronicas Pacifico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
MGE Systems Mexico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Ram Tech Services de Mexico S de RL de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Electric Administracion, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Electric Mexico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Industrial Tlaxcala, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Mexico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider R&D, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Schneider Recursos Humanos, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Square D Company Mexico, SA de CV	Mexique	100,0	100,0
Telvent Mexico SA de CV	Mexique	99,3	99,3
Adaptive Instruments Corp.	USA	100,0	100,0
American Power Conversion Federal Systems, Inc.	USA	100,0	100,0
APC America Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric IT Corporation	USA	100,0	100,0
APC Holdings Inc.	USA	100,0	100,0
APC Sales & Service Corp.	USA	100,0	100,0
BEI Precisions Systems & Space Co. Inc.	USA	100,0	100,0
BEI Sensors & Systems Company, Inc.	USA	100,0	100,0
Control Microsystems U.S. Inc.	USA	100,0	100,0
Crydom, Inc.	USA	100,0	100,0
Custom Sensors & Technologies, Inc.	USA	100,0	100,0
Delsena 1, LLC	USA	100,0	100,0
Delsena 2, LLC	USA	100,0	100,0
Juno Lighting LLC	USA	100,0	100,0
Juno Manufacturing Inc.	USA	100,0	100,0
Kavlico Corp.	USA	100,0	100,0
Lee Technologies, LLC	USA	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2012	% d'intérêt 31/12/2011
Lee Technologies Puerto Rico, LLC	USA	100,0	100,0
Schneider Electric IT Mission Critical Services, Inc.	USA	100,0	100,0
Netbotz Inc.	USA	100,0	100,0
Newall Electronics Inc.	USA	100,0	100,0
P.H.L. Four, Inc.	USA	80,0	80,0
P.H.L. One, Inc.	USA	80,0	80,0
Pacsena LP	USA	100,0	100,0
Palatine Hills Leasing Inc.	USA	80,0	80,0
Pelco, Inc	USA	100,0	100,0
Power Measurement Inc.	USA	100,0	100,0
Pro-face America, LLC	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Americas, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Critical Systems, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings, LLC	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Engineering Services, LLC	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Holdings Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Investments 2, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Motion USA, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric USA, Inc.	USA	100,0	100,0
Schneider Electric Vermont Ltd	USA	100,0	100,0
SNA Holdings Inc.	USA	100,0	100,0
Square D Investment Company	USA	100,0	100,0
Summit Energy Services, Inc.	USA	100,0	100,0
Telvent DTN, LLC	USA	100,0	100,0
Telvent USA Corp.	USA	100,0	100,0
Veris Industries LLC	USA	100,0	100,0
Sociétés en Asie Pacifique			
<i>En intégration globale</i>			
APC Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Clipsal Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Clipsal Integrated Systems Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Clipsal Technologies Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Control Microsystems Asia Pacific Pty Ltd	Australie	100,0	100,0
Pelco Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Scadagroup Pty Ltd	Australie	100,0	100,0
Schneider Electric (Australia) Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Schneider Electric Australia Holdings Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
Serck Controls Pty Ltd	Australie	100,0	100,0
Telvent Australia Pty Limited	Australie	100,0	100,0
SolveIT	Australie	100,0	
APC (Suzhou) Uninterrupted Power Supply Co., Ltd.	Chine	100,0	100,0
APC (Xiamen) Power Infrastructure Co., Ltd.	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric (Xiamen) Switchgear Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric Huadian Switchgear (Xiamen) Co., Ltd	Chine	55,0	55,0
Shanghai Schneider Electric Power Automation Co. Ltd	Chine	100,0	59,0
Schneider Switchgear (Suzhou) Co, Ltd	Chine	58,0	58,0
Beijing Leader & Harvest Electric Technologies Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Beijing Merlin Great Wall Computer Room Equipment & Engineering Co. Ltd	Chine	75,0	75,0
Clipsal Manufacturing (Huizhou) Ltd	Chine	100,0	100,0
Custom Sensors & Technologies Asia (Shanghai) Ltd	Chine	100,0	100,0
MGE Manufacturing Shanghai Co. Ltd	Chine	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2012	% d'intérêt 31/12/2011
Proface China International Trading (Shanghai) Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
RAM Electronic Technology and Control (Wuxi) Co., Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider (Beijing) Medium & Low Voltage Co., Ltd	Chine	95,0	95,0
Schneider (Beijing) Medium Voltage Co. Ltd	Chine	95,0	95,0
Schneider (Shaanxi) Baoguang Electrical Apparatus Co. Ltd	Chine	70,0	70,0
Schneider (Shanghai) Supply Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider (Suzhou) Drives Company Ltd	Chine	90,0	90,0
Schneider (Suzhou) Enclosure Systems Co Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider (Suzhou) Transformers Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Automation Solutions (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	100,0	100,0
Schneider Busway (Guangzhou) Ltd	Chine	95,0	95,0
Schneider Electric (China) Investment Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric IT (China) Co., Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Electric Low Voltage (Tianjin) Co. Ltd	Chine	75,0	75,0
Schneider Shanghai Apparatus Parts Manufacturing Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Schneider Shanghai Industrial Control Co. Ltd	Chine	80,0	80,0
Schneider Shanghai Low Voltage Term. Apparatus Co. Ltd	Chine	75,0	75,0
Schneider Shanghai Power Distribution Electric Apparatus Co. Ltd	Chine	80,0	80,0
Schneider Wingoal (Tianjin) Electric Equipment Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Telvent - BBS High & New Tech (Beijing) Co. Ltd	Chine	80,0	80,0
Telvent Control System (China) Co. Ltd	Chine	100,0	100,0
Tianjin Merlin Gerin Co. Ltd	Chine	75,0	75,0
Wuxi Proface Electronic Co.Ltd	Chine	100,0	100,0
EngSheng Ltd	Chine	100,0	
Custom Sensors & Technologies (Huizhou) Ltd	Chine	100,0	
Schneider Electric Manufacturing (Wuhan) Co., Ltd	Chine	100,0	
Pro Face Korea Co. Ltd	Corée du Sud	100,0	100,0
Schneider Electric Korea Ltd (ex Samwha EOCR Co. Ltd)	Corée du Sud	100,0	100,0
Clipsal Asia Holdings Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Clipsal Asia Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Clipsal Industries Hong Kong Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Custom Sensors & Technologies Asia (Hong Kong) Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Schneider Electric IT Hong Kong Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Schneider Electric (Hong Kong) Limited	Hong Kong	100,0	100,0
Schneider Electric Asia Pacific Limited	Hong Kong	100,0	100,0
APC India Private Ltd	Inde	100,0	100,0
APW President Systems Ltd	Inde	75,0	75,0
Cimac Automation Private Ltd	Inde	85,0	85,0
Cimac Software Systems Private Ltd	Inde	85,0	85,0
CST Sensors India Private Limited	Inde	100,0	100,0
Luminous Power Technologies Private Ltd	Inde	100,0	100,0
Luminous Renewable Energy Solutions Private Ltd	Inde	100,0	100,0
Luminous Teleinfra Ltd	Inde	100,0	100,0
Schneider Electric India Private Ltd	Inde	100,0	100,0
Uniflair India Private Ltd	Inde	100,0	100,0
Schneider Electric Infrastructure Limited	Inde	73,4	73,4
PT Clipsal Manufacturing Jakarta	Indonésie	100,0	100,0
PT Schneider Electric IT Indonesia	Indonésie	100,0	100,0
PT Schneider Electric Indonesia	Indonésie	100,0	100,0
PT Schneider Electric Manufacturing Batam	Indonésie	100,0	100,0
APC Japan, Inc.	Japon	100,0	100,0
Digital Electronics Corporation	Japon	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2012	% d'intérêt 31/12/2011
Schneider Electric Japan Holdings Ltd	Japon	100,0	100,0
Toshiba Schneider Inverter Corp.	Japon	60,0	60,0
Clipsal Integrated Systems (M) Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Clipsal Manufacturing (M) Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Gutor Electronic Asia Pacific Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Huge Eastern Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
KSLA Energy & Power Solutions (M) Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Schneider Electric (Malaysia) Sdn Bhd	Malaisie	30,0	30,0
Schneider Electric Industries (M) Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Schneider Electric IT Malaysia Sdn Bhd	Malaisie	100,0	100,0
Schneider Electric (NZ) Ltd	Nouvelle-Zélande	100,0	100,0
American Power Conversion Land Holdings Inc.	Philippines	100,0	100,0
Clipsal Philippines	Philippines	100,0	100,0
MGE UPS Systems Philippines Inc.	Philippines	100,0	100,0
Schneider Electric (Philippines) Inc.	Philippines	100,0	100,0
KSLA Energy & Power Solution Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Pelco Asia Pacific Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Buildings Singapore Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Export Services Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric IT Logistics Asia Pacific Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric IT Singapore Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Logistics Asia Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Overseas Asia Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Singapore Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric South East Asia (HQ) Pte. Ltd	Singapour	100,0	100,0
Schneider Electric Lanka (Private) Limited	Sri Lanka	100,0	100,0
Pro Face Taïwan Co. Ltd	Taïwan	99,9	99,9
Schneider Electric Taïwan Co Ltd	Taïwan	100,0	100,0
MGE UPS Systems S.A. (Thailand) Co. Ltd	Thaïlande	100,0	100,0
Pro Face South East Asia Pacific Co. Ltd	Thaïlande	100,0	100,0
Schneider (Thailand) Ltd	Thaïlande	100,0	100,0
Schneider Electric CPCS (Thailand) Co. Ltd.	Thaïlande	100,0	100,0
Clipsal Vietnam Co. Ltd	Vietnam	100,0	100,0
MGE UPS Systems Viet Nam Limited	Vietnam	100,0	100,0
Schneider Electric Vietnam Co. Ltd	Vietnam	100,0	100,0
<i>Sociétés en intégration proportionnelle</i>			
Delixi Electric Ltd (sous-groupe)	Chine	50,0	50,0
<i>Sociétés mises en équivalence</i>			
Sunten Electric Equipment	Chine	50,0	50,0
Fuji Electric FA Components & Systems Co., Ltd (sous-groupe)	Japon	37,0	37,0
Sociétés dans le Reste du monde			
<i>En intégration globale</i>			
Merlin Gerin SA (Pty) Ltd	Afrique du Sud	80,0	80,0
Schneider Electric IT South Africa (Pty) Ltd	Afrique du Sud	100,0	100,0
Schneider Electric South Africa (Pty) Ltd	Afrique du Sud	74,9	74,9
Uniflair South Africa (Pty) Ltd	Afrique du Sud	100,0	100,0
Delixi Electric Algeria	Algérie	100,0	100,0
SARL Schneider Electric Algeria	Algérie	100,0	100,0
EPS Electrical Power Distribution Board & Switchgear Ltd	Arabie Saoudite	51,0	51,0
Telvent Saudi Arabia Co. Ltd	Arabie Saoudite	100,0	100,0
AMPS	Arabie Saoudite	100,0	
MGE UPS Systems Argentina S.A	Argentine	100,0	100,0

		% d'intérêt 31/12/2012	% d'intérêt 31/12/2011
Schneider Electric Argentina SA	Argentine	100,0	100,0
Telvent Argentina SA	Argentine	100,0	100,0
Clipsal Middle East	Bahreïn	80,0	80,0
APC Brasil Ltda	Brésil	100,0	100,0
CST Latino America Comercio E Representacao de Produtos Electricos E Electronicos Ltda	Brésil	99,8	99,8
Matchmind Software Ltda	Brésil	100,0	100,0
Microsol Tecnologia SA	Brésil	100,0	100,0
Ram Do Brasil, Ltda	Brésil	100,0	100,0
Schneider Electric Brasil Ltda	Brésil	100,0	100,0
Telvent Brazil SA	Brésil	100,0	100,0
Softbrasil Automação Ltda	Brésil	100,0	100,0
Steck da Amazonia Industria Electrica Ltda	Brésil	100,0	100,0
Steck Industria Electrica Ltda	Brésil	100,0	100,0
CP Eletronica	Brésil	100,0	
Inversiones Schneider Electric Uno Limitada	Chili	100,0	100,0
Marisio SA	Chili	100,0	100,0
Schneider Electric Chile SA	Chili	100,0	100,0
Telvent Chile SA	Chili	100,0	100,0
Dexson Electric SA	Colombie	100,0	100,0
Schneider de Colombia SA	Colombie	80,0	80,0
Schneider Centroamerica SA	Costa Rica	100,0	100,0
Delixi Electric Egypt s.a.e	Égypte	98,0	98,0
Schneider Electric Distribution Company	Égypte	87,4	87,4
Schneider Electric Egypt SA	Égypte	91,0	91,0
Cimac Electrical and Control Systems LLC	Émirats Arabes Unis	80,0	80,0
Cimac FZCO	Émirats Arabes Unis	100,0	100,0
Cimac LLC	Émirats Arabes Unis	49,0	49,0
Clipsal Middle East FZC	Émirats Arabes Unis	100,0	100,0
Clipsal Middle East FZCO	Émirats Arabes Unis	60,0	60,0
CLS Systems FZCO	Émirats Arabes Unis	100,0	100,0
Delixi Electric FZE	Émirats Arabes Unis	100,0	100,0
Hunter Watertech Middle East FZE	Émirats Arabes Unis	100,0	100,0
Schneider Electric DC MEA FZCO	Émirats Arabes Unis	100,0	100,0
Schneider Electric FZE	Émirats Arabes Unis	100,0	100,0
Schneider Electric Industries Iran	Iran	94,0	89,0
Telemecanique Iran	Iran	100,0	100,0
Schneider Electric LLP	Kazakhstan	100,0	100,0
Schneider Electric East Mediterranean SAL	Liban	96,0	96,0
Delixi Electric Maroc SARL AU	Maroc	100,0	100,0
Schneider Electric IT Morocco, SA	Maroc	100,0	100,0
Schneider Electric Maroc	Maroc	100,0	100,0
Schneider Electric Nigeria Ltd	Nigéria	100,0	100,0
Schneider Electric Oman LLC	Oman	100,0	100,0
Schneider Electric Pakistan (Private) Limited	Pakistan	80,0	80,0
Schneider Electric Peru SA	Pérou	100,0	100,0
Cimac Electrical and Automation W.L.L	Qatar	75,0	75,0
Schneider Enerji Endustrisi Sanayi Ve Ticaret	Turquie	100,0	100,0
Metesan Elektrik Malzemeleri Ticaret Ve Pazarlama A.S	Turquie	100,0	100,0
Schneider Elektrik Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	100,0	100,0
APC Uruguay S.A.	Uruguay	100,0	100,0
Schneider Electric Venezuela SA	Venezuela	91,9	91,9

Commentaires sur les comptes consolidés

Commentaires sur l'activité et le compte de résultat consolidé

Évolution du périmètre de consolidation

Acquisitions de l'exercice

Le 4 mai 2012, Schneider Electric a annoncé la signature d'un accord portant sur l'acquisition de M&C Energy Group (« M&C »), société en croissance rapide spécialisée dans les services en approvisionnement en énergie et en développement durable, pour les multinationales et les petites et moyennes entreprises. M&C fournit à ses clients des services en approvisionnement en énergie, de mise en conformité réglementaire et d'optimisation de la performance, essentiellement par abonnement. La société emploie plus de 500 collaborateurs, dont 300 spécialistes de l'énergie. Elle bénéficie d'une présence internationale avec 21 bureaux dans 15 pays, notamment en Europe et en Asie-Pacifique.

M&C est consolidée dans les comptes du Groupe à compter du 1er juillet 2012.

Acquisitions et cessions réalisées en 2011 et ayant un effet sur les comptes 2012 *

Les entités suivantes ont été acquises au cours de l'exercice 2011 et leur consolidation en année pleine sur l'exercice 2012 constitue un effet de périmètre par rapport à l'exercice 2011 :

- Lee Technologies, consolidée à compter du 1er avril 2011,
- Summit Energy, consolidée à compter du 14 avril 2011,
- DIGILINK, consolidée à compter du 13 mai 2011,
- APW President Systems, consolidée à compter du 19 mai 2011,
- Luminous Power Technologies, consolidée à compter du 1er juin 2011,
- Steck Da Amazonia Industria Electrica, consolidée à compter du 20 juillet 2011,
- Telvent GIT, consolidée à compter du 31 août 2011,
- Leader & Harvest Power Technologies Holdings, consolidée à compter du 11 octobre 2011.

(*) Les dates indiquées correspondent aux dates de prise de contrôle des sociétés acquises.

Évolution des taux de change

L'évolution des devises par rapport à l'euro a un impact significatif sur l'exercice. Cet impact positif est de 981 millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé et de 171 millions d'euros sur l'EBITA ajusté ⁽¹⁾.

Chiffre d'affaires

Au 31 décembre 2012, le chiffre d'affaires consolidé de Schneider Electric s'élève à 23 946 millions d'euros, en hausse de 7,2 % à périmètre et taux de change courants par rapport au 31 décembre 2011.

Cette croissance se décompose en une diminution organique de 0,7 %, une contribution des acquisitions nette des cessions pour 3,5 % et un effet de change positif de 4,4 %.

Évolution du chiffre d'affaires par secteur opérationnel

Le chiffre d'affaires de l'activité Power (37% du chiffre d'affaires du groupe) s'élève à 8 738 millions d'euros. Il est en progression de +5,8% en données courantes et de +0,5% à périmètre et taux de change constants. Cette performance reflète la croissance des Solutions, qui bénéficient des investissements continus en infrastructure, pétrole & gaz, mines et centres de données, alors que les projets en énergie solaire connaissent une baisse significative. Les Produits sont stables : le renforcement des marchés de la construction et de l'industrie en Amérique du Nord, Amérique du Sud et Russie ont permis de compenser la baisse de l'Europe de l'Ouest, l'Australie et la Chine.

Le chiffre d'affaires de l'activité Infrastructure (22% du chiffre d'affaires du groupe) s'élève à 5 366 millions d'euros. Il est en progression de +9,6% en données courantes et en baisse de -1,5% à périmètre et taux de change constants. Les Produits comme les Solutions connaissent une baisse sur l'année. La croissance des produits de distribution secondaires, tirée principalement par les segments des régies électriques et pétrole & gaz, n'a que partiellement compensé la baisse des composants de distribution primaires, qui reflètent des conditions de marché difficiles dans certains pays émergents. Les Solutions bénéficient des investissements dans les industries d'exploitation de ressources naturelles, ainsi que de la croissance des services à la base installée, mais connaissent une baisse dans les ventes de sous-stations et équipements, principalement impactés par la baisse des dépenses en Europe de l'Ouest.

Le chiffre d'affaires de l'activité Industry (19% du chiffre d'affaires du groupe) s'élève à 4 483 millions d'euros. Il est en progression de 2,0% en données courantes et en baisse de -3,8% à périmètre et taux de change constants. Les Solutions ont continué leur croissance à double chiffres, portées par des tendances fortes sur les marchés miniers, pétroliers et gaziers dans les nouvelles économies, le succès continu des solutions pour constructeurs de machines (OEM) ainsi que des tendances favorables dans les services. Les Produits restent en baisse sur l'ensemble de l'offre, avec la baisse d'utilisation des capacités en Europe de l'Ouest, en Chine et au Japon impactant les

⁽¹⁾ L'EBITA ajusté (Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of purchase accounting intangibles) est le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition, avant les autres produits et charges d'exploitation, et avant charges de restructuration.

constructeurs de machines et le secteur manufacturier en général. La baisse organique de l'activité a été moins prononcée sur la deuxième partie de l'année.

Le chiffre d'affaires de l'activité IT (15% du chiffre d'affaires du groupe) s'élève à 3 677 millions d'euros. Il est en progression de +13,6% en données courantes et de **+2,7%** à périmètre et taux de change constants. Les Solutions affichent une croissance modeste sur l'année. Alors que les tendances sur les services sont solides, les clients restent, dans les pays matures, prudents sur les investissements dans de nouveaux centres de données. Les Produits affichent une légère hausse, principalement tirée par la demande continue en alimentation sécurisée dans les nouvelles économies, telles que la Russie ou l'Asie du Sud Est, et par le succès de l'offre Luminous en Inde.

Le chiffre d'affaires de l'activité Buildings (7% du chiffre d'affaires du groupe) s'élève à 1 682 millions d'euros. Il est en progression de +8,4% en données courantes et de **-3,1%** à périmètre et taux de change constants. Les Produits sont impactés par des conditions difficiles sur le marché de la vidéosurveillance. Les Solutions affichent une légère baisse en raison de dépenses publiques limitées en Europe de l'Ouest et d'une baisse des services avancés aux Etats-Unis.

Marge Brute

La marge brute du Groupe s'élève à 9 057 millions d'euros en 2012 contre 8 387 millions d'euros en 2011 en augmentation de 8,0%. Cette progression s'explique principalement par la contribution des acquisitions de 2011 et par les actions sur les prix menées depuis le deuxième semestre 2011 ainsi que par la discipline adoptée sur les coûts. En pourcentage du chiffre d'affaires, la marge brute augmente de 0,3 point de 37,5% en 2011 à 37,8% en 2012 grâce aux importantes actions sur les prix et à la productivité industrielle, qui ont plus que compensé les effets négatifs du mix.

Coût des fonctions supports : Recherche et développement et Frais généraux et commerciaux

En 2012, les frais de recherche et développement, nets de capitalisation et hors coûts comptabilisés en coût des ventes, s'élèvent à 507 millions d'euros contre 539 millions d'euros, en diminution de 5,9%. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de recherche et développement, nets de capitalisation et hors coûts comptabilisés en coût des ventes, diminuent légèrement à 2,1% en 2012 (contre 2,4% en 2011).

Le total des frais de recherche et développement, y compris la partie capitalisée et les coûts comptabilisés en coût des ventes (voir note 4 des comptes consolidés), s'élève à 1 058 millions d'euros en 2012 (contre 979 millions d'euros en 2011) en augmentation de 8,1%. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de recherche et développement restent stables à 4,4% en 2012 comme en 2011.

En 2012, le net de la capitalisation des coûts relatifs à des projets de développement et de la charge d'amortissement correspondante a un impact positif net de 153 millions d'euros sur le résultat d'exploitation (122 millions d'euros en 2011).

En 2012, les frais généraux et commerciaux s'élèvent à 5 035 millions d'euros contre 4 658 millions d'euros, en augmentation de 8,1%. En pourcentage du chiffre d'affaires, les frais de généraux et commerciaux s'élèvent à 21,0% en 2012 (contre 20,8% en 2011), le contrôle des coûts permettant en majeure partie de compenser l'inflation et les investissements.

Le montant combiné des coûts des fonctions supports, soit des frais de recherche et développement nets et des frais généraux et commerciaux, totalise 5 542 millions d'euros en 2012 contre 5 197 millions d'euros en 2011, soit une hausse de 6,6%. Toutefois, en pourcentage du chiffre d'affaire, le coût des fonctions supports diminue en passant de 23,3% en 2011 à 23,1% en 2012.

Autres produits et charges d'exploitation

En 2012, les autres produits et charges d'exploitation sont une charge nette de 10 millions d'euros correspondant à des coûts liés aux acquisitions de 52 millions d'euros, à un gain sur la modification des plans d'avantage au personnel aux Etats-Unis de 21 millions d'euros et à divers produits et charges d'exploitation pour un montant net de 21 millions d'euros. Les coûts liés aux acquisitions sont les coûts d'acquisition, d'intégration et de séparation relatifs aux acquisitions 2011 et 2012, tels que Telvent et M&C. Les autres produits d'exploitation incluent principalement des reprises de provisions pour indemnités ou litiges échues au 31 décembre 2012.

En 2011, les autres produits et charges d'exploitation sont une charge nette de 8 millions d'euros correspondant à des coûts liés aux acquisitions de 99 millions, à un gain sur la modification des plans d'avantage au personnel aux Etats-Unis de 45 millions d'euros et à divers produits et charges d'exploitation pour un montant net de 46 millions d'euros. Les coûts liés aux acquisitions sont les coûts d'acquisition, d'intégration et de séparation relatifs aux acquisitions 2010 et 2011, tels qu'Areva, Telvent et Leader & Harvest. Les autres produits d'exploitation incluaient principalement des reprises de provisions pour indemnités ou litiges échues au 31 décembre 2011.

Coûts de restructuration

En 2012, les coûts de restructuration s'élèvent à 164 millions d'euros (contre 145 millions d'euros en 2011) et correspondent à des réorganisations industrielles et à des réorganisations de fonctions support.

EBITA et EBITA ajusté

Nous définissons l'EBITA ajusté (Earnings Before Interests, Taxes, Amortization of purchase accounting intangibles) comme le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions, avant perte de valeur des écarts d'acquisition,

avant les autres produits et charges d'exploitation, et avant charges de restructuration et l'EBITA (Earnings Before Interests, Taxes and Amortization of purchase accounting intangibles) comme le résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporels issus d'acquisitions et avant perte de valeur des écarts d'acquisition.

L'EBITA ajusté en 2012 s'élève à 3 515 millions d'euros, contre 3 190 millions d'euros en 2011, en hausse de 10,2%. Cette performance est permise par un contrôle des coûts efficace et par une politique continue d'action sur les prix. En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBITA ajusté augmente de 14,3% à 14,7%, en hausse de 0,4 point.

L'EBITA (résultat d'exploitation avant amortissements et dépréciations des incorporelles issues des acquisitions et avant pertes de valeur des écarts d'acquisition) augmente de 10,0% à 3 341 millions d'euros en 2012, contre 3 037 millions d'euros en 2011, grâce à la forte hausse de l'EBITA ajusté et malgré la hausse des charges de restructuration en ligne avec les initiatives du programme d'entreprise *Connect*. En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBITA augmente à 14,0% en 2012 (contre 13,6% en 2011).

EBITA et EBITA ajusté par secteur opérationnel

Les EBITA et EBITA ajustés par segment opérationnel se détaillent comme suit :

	<i>Power</i>	<i>Infrastructure</i>	<i>Industry</i>	<i>IT</i>	<i>Buildings</i>	<i>Coûts centraux</i>	<i>Tota</i>
31 décembre 2012							
Chiffre d'affaires	8 738	5 366	4 483	3 677	1 682	-	23 946
EBITA ajusté *	1 813	575	823	698	107	(501)	3 515
EBITA ajusté (%)	20,7%	10,7%	18,4%	19,0%	6,4%		14,7%
Autres charges et produits d'exploitation	17	(6)	(2)	(3)	(3)	(13)	(10)
Coûts de restructuration	(84)	(32)	(21)	(4)	(12)	(11)	(164)
EBITA	1 746	537	800	691	92	(525)	3 341
EBITA (%)	20,0%	10,0%	17,8%	18,8%	5,5%		14,0%
<i>* EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et autres produits et charges d'exploitation</i>							
31 décembre 2011*							
Chiffre d'affaires	8 262	4 897	4 397	3 237	1 552	-	22 345
EBITA ajusté **	1 705	511	774	523	145	(468)	3 190
EBITA ajusté (%)	20,6%	10,4%	17,6%	16,2%	9,3%		14,3%
Autres charges et produits d'exploitation	49	(27)	4	(17)	(8)	(9)	(8)
Coûts de restructuration	(75)	(19)	(24)	(9)	(11)	(7)	(145)
EBITA	1 679	465	754	497	126	(484)	3 037
EBITA (%)	20,3%	9,5%	17,1%	15,4%	8,1%		13,6%
<i>* Les chiffres 2011 ont été retraités de l'élément décrit en note 1.2 des comptes consolidés soit 42 millions d'euros pour le Groupe dont 35 millions d'euros pour Power et 7 millions d'euros pour Industry en diminution du chiffre d'affaires, de l'EBITA et de l'EBITA ajusté.</i>							
<i>** EBITA ajusté : EBITA avant charges de restructuration et autres produits et charges d'exploitation</i>							

L'activité **Power** réalise un taux d'EBITA ajusté de 20,7 % en 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à 20,6% en 2011, grâce à des actions soutenues sur les prix et aux gains de productivité compensant le mix géographique négatif et les coûts liés aux lancements des nouveaux produits.

L'activité **Infrastructure** réalise un taux d'EBITA ajusté de 10,7 % en 2012, en hausse de 0,3 point par rapport à 10,4% en 2011, reflétant un strict contrôle des coûts et des synergies générées par les intégrations.

L'activité **Industry** réalise un taux d'EBITA ajusté de 18,4 % en 2012, en hausse de 0,8 point par rapport à 17,6% en 2011 démontrant une forte résilience au volume en baisse et au mix défavorable grâce à la discipline sur les prix, à la productivité et à un bon contrôle des coûts.

L'activité **IT** réalise la meilleure performance avec un taux d'EBITA ajusté de 19,0% en 2012, en progression de 2,8 points par rapport à 16,2% en 2011, bénéficiant à la fois d'un effet volume en croissance en 2012, d'actions sur les prix, des gains de productivité et d'une meilleure performance sur les solutions.

L'activité **Buildings** réalise un taux d'EBITA ajusté de 6,4 % en 2012, en baisse de 2,9 point par rapport à 9,3% en 2011 liée à la faiblesse des marchés de la construction dans ses pays clés et les difficultés rencontrées sur l'activité vidéosurveillance.

Les coûts centraux s'élèvent à 501 millions d'euros ou 2,1% du chiffre d'affaires du Groupe en 2012, ce qui est stable par rapport à 2011 (2,1% du chiffre d'affaires également soit 468 millions d'euros).

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation après amortissements et dépréciations des incorporels et acquisitions (EBIT) augmente de 2 811 millions d'euros en 2011 à 2 866 millions d'euros en 2012, en hausse de 2,0%, malgré une perte de valeur sur le goodwill de l'UGT Buildings de 250 millions d'euros avant effet d'impôt en 2012 et une augmentation des amortissements des incorporels liés aux acquisitions de 16 millions d'euros (224 millions d'euros en 2012 contre 208 millions d'euros en 2011).

Résultat financier

Le résultat financier est une charge nette de 405 millions d'euros en 2012 contre 415 millions d'euros en 2011. Cette variation s'explique principalement par la baisse des autres charges et produits financiers, passant d'une charge nette de 114 millions d'euros en 2011 à une charge nette de 56 millions d'euros en 2012, principalement liée à la baisse de la perte de change nette (21 millions d'euros en 2012 contre 40 millions d'euros en 2011) et à la plus value de cession sur les titres Axa de 11 millions d'euros.

Au sein du résultat financier, l'augmentation du coût de la dette financière nette de 301 millions d'euros en 2011 à 349 millions d'euros en 2012 fait suite à l'augmentation de l'encours moyen de la dette nette entre ces deux périodes.

Impôts

Le taux effectif d'impôt en 2012 s'élève à 23,1%, en légère hausse par rapport au taux d'impôt de 22,8% en 2011. La charge d'impôt correspondante augmente de 547 millions d'euros en 2011 à 568 millions d'euros en 2012.

Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence augmente de 28 millions d'euros en 2011 à 34 millions d'euros en 2012, grâce à la contribution en hausse d'Electroshield en Russie et de Sunten en Chine.

Intérêts minoritaires

La part des actionnaires minoritaires dans le résultat net de 2012 s'élève à 87 millions d'euros contre 84 millions d'euros en 2011. Elle représente la quote-part de résultats bénéficiaires attribuables principalement aux associés minoritaires de certaines sociétés chinoises.

Résultat net (part des actionnaires de la société mère)

Le résultat net (part des actionnaires de la société mère) s'élève à 1 840 millions d'euros en 2012 contre 1 793 millions d'euros en 2011, en hausse de 2,6%.

Avant perte de valeur sur le goodwill de l'UGT Buildings de 250 millions d'euros avant effet d'impôt et de 183 millions d'euros après effet d'impôt en 2012 (et de 15 millions d'euros de perte de valeur sur goodwill en 2011), le résultat net (part des actionnaires de la société mère) s'élève à 2 023 millions d'euros en 2012 (contre 1 808 millions d'euros en 2011), en hausse de 11,9% par rapport à 2011.

Résultat net par action

Le résultat net par action progresse de 3,34 euros en 2011 (retraité de la division du nominal de l'action par deux effective le 2 septembre 2011) à 3,39 euros en 2012.

Avant perte de valeur sur le goodwill de l'UGT Buildings de 183 millions d'euros après effet d'impôt en 2012 (et de 15 millions d'euros de perte de valeur sur goodwill en 2011), le résultat net par action (part des actionnaires de la société mère) s'élève à 3,73 euros en 2012, en hausse de 11,0% par rapport à 3,36 euros en 2011.

Commentaires sur le tableau des flux de trésorerie consolidés

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation

L'autofinancement d'exploitation augmente de 2 537 millions d'euros en 2011 à 2 802 millions d'euros en 2012, en hausse de 10,4%, principalement liée à la croissance de l'activité. Cela représente 11,7% du chiffre d'affaires en 2012 contre 11,4% du chiffre d'affaires en 2011.

La variation négative du besoin en fonds de roulement est ramenée de 285 millions d'euros en 2011 à 1 million d'euros en 2012, dans le cadre des initiatives du programme *Connect* pour améliorer la gestion des stocks.

La trésorerie provenant des activités d'exploitation augmente donc de 24,4% de 2 252 millions d'euros en 2011 à 2 801 millions d'euros en 2012.

Flux de trésorerie affectés aux opérations d'investissement

L'investissement net d'exploitation diminue de 3,6% à 719 millions d'euros en 2012, par rapport à 746 millions d'euros en 2011, et représente 3,0% du chiffre d'affaires.

L'investissement financier net s'élève à 242 millions d'euros en 2012 et correspond en partie à l'acquisition de M&C. En 2011, l'investissement financier net de la trésorerie acquise s'élevait à 2 873 millions d'euros et correspondait principalement aux acquisitions de Telvent, Luminous, Leader & Harvest et Summit.

La cession d'actifs financiers de 121 millions d'euros en 2012 correspond au prix de cession net de frais des titres AXA en septembre 2012.

Flux de trésorerie produits par des opérations de financement

L'émission d'emprunt obligataire de 601 millions d'euros correspond à l'émission, en septembre 2012, de l'obligation de 800 millions de dollars américains, à maturité 2022, aux Etats-Unis, à travers un placement privé uniquement réservé aux investisseurs institutionnels, au taux fixe de 2,95%.

La diminution nette des autres dettes financières s'élève à 585 millions d'euros en 2012, contre 432 millions d'euros d'augmentation nette en 2011. Le dividende versé par Schneider Electric est de 919 millions d'euros en 2012 contre 856 millions d'euros en 2011.

Perspectives

Schneider Electric s'attend à ce que l'environnement économique reste contrasté en 2013, avec des défis persistants en Europe de l'Ouest, des opportunités d'accélération dans les nouvelles économies et une reprise modérée en Amérique du Nord.

Sur la base des conditions de marché actuelles, le Groupe vise pour l'année 2013 une croissance organique modérée à un chiffre (low single-digit) pour le chiffre d'affaires et une marge d'EBITA ajusté stable à légèrement en hausse.

Rapport des Commissaires aux comptes

MAZARS

Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris-La Défense Cedex
S.A. au capital de € 8.320.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Schneider Electric S.A.

Exercice clos le 31 décembre 2012

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Schneider Electric S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 1.2 de l'annexe expose l'impact de la correction d'erreur relative à la reconnaissance des remises clients et le retraitement de l'information comparative relative à l'exercice clos le 31 décembre 2011 effectué en application de la norme IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs ». Nous avons examiné les éléments relatifs à ce retraitement et vérifié le caractère approprié de l'information donnée à ce titre dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.
- La note 1.9 de l'annexe expose les modalités de comptabilisation des dépenses de recherche et développement et notamment les critères permettant l'immobilisation des dépenses de développement. Nous avons procédé à la revue des données et des hypothèses retenues pour identifier les projets répondant aux critères d'immobilisation et des calculs effectués par votre groupe, et nous nous sommes assurés que les notes de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.
- Comme exposé dans les notes 1.11 et 8 de l'annexe, votre groupe réalise des tests de dépréciation des actifs incorporels et des écarts d'acquisition au moins une fois par an et chaque fois que des indices de perte de valeur sont identifiés. Nous avons procédé, par sondages, à la vérification des indices de pertes de valeur ainsi que des autres éléments justifiant de l'absence de perte de valeur. Nos travaux ont consisté à revoir les données et les hypothèses retenues ainsi que les calculs effectués et à vérifier que les notes de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.
- Comme indiqué dans les notes 1.16 et 16 de l'annexe, les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation de reports fiscaux déficitaires sont reconnus lorsque leur réalisation peut être raisonnablement anticipée. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour estimer les résultats taxables futurs justifiant le caractère recouvrable de ces actifs d'impôt différé.
- Les notes 1.19 et 22 de l'annexe précisent les modalités d'évaluation des engagements de retraite et autres avantages au personnel postérieurs à l'emploi. Ces engagements ont fait l'objet d'évaluations actuarielles. Nos travaux ont consisté à revoir les données et les hypothèses actuarielles retenues ainsi que les calculs effectués et à vérifier que les notes de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.
- La note 7 « Charges de restructuration » de l'annexe indique le montant des coûts de restructuration encourus par votre groupe au cours de l'exercice 2012. Nous avons vérifié, sur la base des informations disponibles à ce jour, que ces coûts étaient relatifs à des actions de restructuration déjà engagées ou annoncées au 31 décembre 2012, ayant donné lieu à la constitution de provisions sur la base d'estimations des charges à encourir au titre de ces plans, et nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 20 février 2013

Les Commissaires aux comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

David Chaudat

Yvon Salaün